Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 5 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°524 ■

Chronique Eco

L'agriculture saharienne : une réalité contrastée

P 16

PLUS DE 25 000 PARTICIPANTS ATTENDUS À LA 3e ÉDITION D'ASC

Alger, capitale africaine des start-up

La troisième édition de l'African Start-up Conference (ASC) s'ouvre aujourd'hui au Centre International des Conférences d'Alger (CIC) et se poursuivra jusqu'au 7 décembre 2024. Elle est dédiée à l'intelligence artificielle et à la promotion du climat des affaires et de l'entrepreneuriat en Algérie et en Afrique. Selon les organisateurs, l'événement réunira plus de 25 000 participants, dont des entrepreneurs, des innovateurs, des investisseurs et 45 ministres africains spécialisés dans l'innovation. P 3

CNESE

Élaboration d'une étude prospective sur l'économie nationale à l'horizon 2062

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a entamé l'élaboration d'une étude prospective à l'horizon 2062, visant à identifier les grands défis auxquels fait face l'économie nationale, ainsi que les mécanismes de croissance socio-économique.

P 2

GISEMENT DE ZINC ET PLOMB D'AMIZOUR ET TALA-HAMZA

L'État indemnisera les propriétaires de terrains expropriés

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a rassuré les propriétaires expropriés de leurs terres au bénéfice du gisement de plomb et zinc d'Amizour-Tala Hamza, en maturation depuis 2020, qu'ils bénéficieront d'une indemnisation satisfaisante, juste et équitable.

P 5

SURFACES IRRIGUÉES

Un plan triennal pour atteindre 3 millions d'hectares d'ici 2028

Dans le cadre de ses efforts pour moderniser le secteur agricole et renforcer la souveraineté alimentaire, le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, a annoncé un plan stratégique visant à augmenter la production agricole en Algérie. Ce projet ambitieux repose principalement sur l'extension des surfaces irriguées, en particulier dans le sud du pays, et prévoit d'importants investissements dans les infrastructures de stockage.

P 5

TRANSPORT MARITIME

Création de deux grands ateliers de réparation navale P 3

SÉCURISATION DES INSTALLATIONS D'HYDROCARBURES

Le PDG de Sonatrach appelle à l'implication de tous les acteurs P 5

ÉLECTRIFICATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET PROJETS INDUSTRIELS

Sonelgaz veille à assurer un accompagnement efficace P 5

3e ÉDITION DE L'AFRICAN STARTUP CONFERENCE «ASC 2024»

Le Groupe Telecom Algérie Sponsor officiel

Le GROUPE TELECOM ALGERIE a annoncé, hier, sa participation à la troisième édition de l'African Start-up Conference, en tant que « sponsor officiel », qui sera organisée du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international des conférences, Abdellatif Rahal, à Alger.

Le GROUPE TELECOM ALGERIE prendra part à cet événement aux côtés des entreprises économiques affiliées à son portefeuille, à travers un Stand aménagé pour l'occasion, indique le groupe dans un communiqué.

Ce sera l'opportunité, ajoute la même source, de dévoiler les dernières solutions et technologies innovantes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), mettant ainsi en valeur l'engagement du GROUPE TELECOM ALGERIE à promouvoir la modernisation numérique et à soutenir le développement technologique en Algérie et en Afrique.

Placé sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et Considéré comme étant le plus grand événement sur le continent africain, le congrès vise à mettre en valeur la vision de l'Algérie en matière d'accompagnement des entreprises émergentes et de développement technologique à l'échelle du continent. Organisé par « Alegria Venture » sous le slogan « Réimaginer l'Afrique avec l'Intelligence Artificielle », qui reflète l'engagement de la conférence à mettre en valeur l'importance de l'intelligence artificielle et de la technologie moderne dans la réalisation du développement économique et social, et renforce également la position de l'Algérie dans le domaine de l'entrepreneuriat et des startups en Afrique.

A travers ce sponsoring, le GROUPE TELECOM ALGERIE confirme encore une fois son engagement à généraliser les technologies de l'information et de la communication aux niveaux local et international, et à contribuer activement à l'incarnation de la stratégie nationale de modernisation et de numérisation.

CNESE

Elaboration d'une étude prospective sur l'économie nationale à l'horizon 2062

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a entamé l'élaboration d'une étude prospective à l'horizon 2062, visant à identifier les grands défis auxquels fait face l'économie nationale, ainsi que les mécanismes de croissance socio-économique.

Par Selma R.

C'est ce que la présidente du CNESE, Rabéa Kharfi, a annoncé lors d'une séance devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'APN . Elle a précisé que cette étude a pour objectif de « jeter les bases d'un Etat fort, capable de relever les mutations futures à l'horizon 2062, soit un siècle après l'indépendance de l'Algérie».

Lors de sa présentation, Mme Kharfi a souligné le rôle du CNESE dans la mise en œuvre de la politique de développement économique national et la coordination entre différentes institutions pour accompagner les évolutions économiques mondiales. Le CNESE œuvre à assurer un cadre de concertation nationale autour des politiques de développement, à renforcer le dialogue permanant entre les partenaires économiques et sociaux et à évaluer les questions nationales à caractère économique, social et environnemental tout en proposant des recommandations au gouvernement, a-t-elle ajouté. Le CNESE se veut également «une institution consultative privilégiée dans le processus décisionnel, reconnue pour sa capacité à produire des rapports et des études stratégiques d'une grande qualité et précision». Ces rapports, commandés directement par les pouvoirs publics ou réalisés à l'initiative du Conseil, sont transmis aux autorités publiques.

Dans ce cadre, le CNESE a réalisé, au cours de cette année, plusieurs études stratégiques portant sur des thèmes tels que la réforme des systèmes fiscal et bancaire, l'amélioration des services publics, la gouvernance et l'efficacité des entreprises publiques, ainsi qu'une étude sur les cours particuliers. En sus de son rapport annuel prospectif, le CNESE a élaboré nombre de rapports périodiques sur plusieurs sujets, avec pour objectif de généraliser l'accès aux données et indicateurs fournis, selon Mme Kharfi. Intervenant à cette occasion, M. Henouni a salué le rôle consultatif du CNESE dans la formulation de propositions et de recommandations relatives à l'économie nationale. Il a souligné que ces contributions «favorisent l'ancrage de la pratique démocratique prônée par le président de la République, basée sur l'association des acteurs économiques et sociaux ainsi que de la société civile».

Le président de la commission a félicité Mme Kharfi pour ses efforts notamment ceux liés à la relance des activités de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et à l'établissement de son siège à Alger.

Lors des débats, les députés ont abordé plusieurs questions, dont la diversification de l'économie nationale, la lutte contre le marché parallèle, la vision du CNESE sur la subvention sociale, la lutte contre la drogue, la gestion des déchets, l'accompagnement des avancées technologiques et les perspectives du décollage économique.

APPROVISIONNEMENT DE LA POPULATION DE BOUIRA EN EAU POTABLE

Nécessité de mettre en place une feuille de route efficace

Le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a souligné, mardi à Alger, la nécessité de mettre en place une feuille de route "efficace" pour prendre en charge les préoccupations de la population de la wilaya de Bouira relatives à l'alimentation en eau potable et améliorer la qualité du service, indique un communiqué du ministère. Le ministre intervenait lors d'une séance de travail qu'il a présidée, en présence du wali de Bouira, Abdelkrim Lamouri, du président de l'Assemblée populaire de wilaya, Kamel Boucetta, et de différents acteurs et responsables des services de l'eau aux niveaux central et local. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la coordination entre l'ensembles des parties concernées, dans le but de mettre en place une stratégie claire à même de traiter les problématiques liées au service de l'alimentation en eau potable. Lors de cette réunion, il a notamment été question de l'état actuel du service, des défis rencontrés et des moyens d'améliorer l'alimentation en eau potable suivant les besoins de la population de la wilaya de Bouira. A cet égard, le ministre a souligné "la nécessité d'accélérer la mise en place d'une feuille de route efficace pour prendre en charge les préoccupations de la population et améliorer la qualité du service fourni". Il a également appelé à la coordination entre toutes les parties concernées et à l'adoption de solutions innovantes pour répondre aux besoins des citoyens dans les plus brefs délais et assurer un service public de l'eau à la hauteur des aspirations de la population de la wilaya, conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Signature d'une convention-cadre avec la Bourse d'Alger

Par R. E.

Une convention-cadre portant sur le développement de la coopération a été signée, avant-hier à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et la Bourse d'Alger, en présence de recteurs de plusieurs établissements universitaires, de présidents d'incubateurs d'affaires et de centres de développement d'entrepreneuriat. La convention a été signée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari et le directeur général de la Bourse d'Alger, M. Yazid Benmouhoub. A cette occasion, M. Baddari a affirmé que cette coopération favorise «l'élan de l'université algérienne innovante et son rôle économique», à travers la contribution de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à « la création de startups et de micro-entreprises innovantes pour générer l'emploi et la richesse. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan d'action quinquennal du secteur (2024-2029), issu du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui met en avant le rôle de l'université en tant que levier de l'économie innovante et un moteur de l'économie nationale».

Ce partenariat entre le ministère et la Bourse d'Alger ouvre de nouvelles perspectives et offre un environnement économique stimulant pour les étudiants entrepreneurs porteurs de projets innovants ainsi que pour les startups et les micro-entreprises. Il s'agit notamment «de transformer leurs capacités intellectuelles en produits commercialisables, et de leur permettre de coter les actions de leurs entreprises sur les marchés financiers, devenant ainsi des hommes d'affaires et des contributeurs actifs à l'économie nationale». De son côté, M. Benmouhoub a précisé que cette convention prévoit «la formation des étudiants entrepreneurs dont les startups sont hébergés dans les incubateurs des établissements de l'enseignement supérieur afin de les initier au financement via la Bourse». Elle inclut «l'accompagnement des étudiants porteurs de projets, et l'organisation de séminaires et de journées d'étude sur les techniques boursières au niveau des universités nationales». Dans le même sillage, l'intervenant a évoqué «la possibilité d'intégrer le secteur bancaire et les fonds d'investissement dans l'accompagnement des étudiants innovants leur permettant de bénéficier des différents moyens de financement», à la lumière de la «dynamique que connait la bourse actuellement».

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLU DE 25 000 PARTICIPANTS ATTENDUS À LA 3e ÉDITION D'ASC

Alger, capitale africaine des start-up

La troisième édition d'African Start-up Conference (ASC) s'ouvre aujourd'hui au Centre International des Conférences d'Alger (CIC) et se poursuivra jusqu'au 7 décembre 2024. Elle est dédiée à l'Intelligence artificielle et à la promotion du climat des affaires et de l'entrepreneuriat en Algérie et en Afrique.

Par Mourad A.

Placé sous le haut patronage du président Abdelmadjid Tebboune et organisé par le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, l'événement réunira plus de 25 000 participants, dont des entrepreneurs, des innovateurs, des investisseurs et 45 ministres africains spécialisés dans l'innovation. Plus de 500 start-ups et 100 investisseurs venus de 50 pays africains sont également attendus.
Ce rassemblement sera un carrefour d'échanges et d'opportunités, renforçant la collaboration entre les nations africaines et facilitant l'établissement de partenariats stratégiques.L'événement permettra de faire un bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre des feuilles de route précédentes et d'élaborer de nouvelles stratégies pour l'IA en Afrique. Le programme inclut des sommets, des ateliers et des conférences avec plus de 200 experts venus de 35 pays. Les discussions couvriront des sujets comme l'économie des données, l'IA dans les villes numériques, le Big Data, la blockchain, la cybersécurité et l'application de l'IA dans des secteurs clés tels que la santé.
Parmi les événements majeurs de cette édition, le Sommet Africain du Capital-Risque se distingue comme un moment clé. Ce sommet offrira aux investisseurs et aux porteurs de projets innovants une plateforme de discussion sur les opportunités de financement et de collaboration. Il se concentrera également sur les défis et les perspectives liés à l'évolution de l'intelligence artificielle en Afrique, en mettant l'accent sur la manière dont les innovations peuvent être concrètement mises en œuvre pour soutenir un développement durable.
En parallèle, une grande exposition technologique permettra aux participants de découvrir les dernières innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle. Cette exposition offrira l'opportunité de rencontrer des entreprises leaders du secteur et d'explorer des solutions technologiques avant-gardistes.
Cet événement représente ainsi une occasion unique de rassembler des personnalités économiques et intellectuelles de divers horizons, partageant l'objectif commun de promouvoir l'innovation et la croissance en Afrique. Comme le souligne le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, cet événement servira également de tremplin pour de nouvelles initiatives visant à soutenir les jeunes talents et innovateurs du continent, en les aidants à transformer leurs idées en projets concrets et à les accompagner dans leur chemin vers le succès.
Depuis sa première édition en 2022, l'African Start-up Conference a rencontré un grand succès, contribuant à la création de partenariats stratégiques et au développement de programmes innovants pour soutenir les start-ups à travers l'Afrique. Les éditions précédentes ont abouti à l'élaboration de feuilles de route pour le développement des start-ups en Afrique, comme la "Déclaration ministérielle d'Alger" de 2023, qui a recommandé la mise en place d'une stratégie globale pour soutenir ces entreprises et lutter contre la fuite des cerveaux. Cette dynamique se renforce chaque année, et cette troisième édition promet de marquer un tournant décisif pour l'avenir des entreprises émergentes sur le continent.
L'Algérie, pays hôte, joue un rôle central dans cette dynamique. Avec 8 000 start-ups, dont 2 000 ont obtenu le label «Start-up», et 20 000 jeunes détenteurs du statut d'auto-entrepreneur, le pays témoigne d'une effervescence entrepreneuriale croissante. Cette réalité reflète l'engagement de l'Algérie à soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat, favorisés par des politiques publiques adaptées aux défis du secteur.

INDUSTRIE

Le ministre réunit les responsables des Groupes «GICA», «AGRODIV» et "FERROVIAL"

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a tenu mardi à Alger, des séances de travail avec le Groupe public "AGRODIV", spécialisé en Agro-Industries, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), et l'Entreprise nationale de constructions de matériels et équipements ferroviaires (FERROVIAL), a indiqué un communiqué du ministère. Lors de ces réunions, les dernières d'une série de rencontres d'évaluation des groupes industriels et organismes sous tutelle, M. Ghrieb a évoqué les orientations générales du secteur industriel conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relever la contribution du secteur industriel au Produit intérieur brut (PIB) La situation actuelle et les projets futurs de chaque Groupe, ainsi que les obstacles auxquels ils se heurtent, ont été également évoqués lors de cette réunion. Selon les données présentées, le groupe GICA" a réalisé des résultats "très encourageants", dans la production du ciment, contribuant significativement à la couverture des besoins nationaux, et s'est lancé en 2018 dans l'exportation. Il a aussi lancé de nouveaux projets, dont la fabrication d'un chargeur de navires (Shiploader), la réalisation de cinq (5) de dépôts de proximité dédiées au stockage des céréales, outre ceux relevant des biens saisis dans le cadre d'affaires de lutte contre la corruption, en vertu de décisions judiciaires définitives, dont deux cimenteries à Adrar et Djelfa et six (6) briqueteries. Le groupe a également présenté ses réalisations concernant l'exportation du ciment et du clinker, exposant les obstacles qui entravent la réalisation de résultats meilleurs dans ce domaine. Le ministre a souligné, à cet égard, que ledit groupe bénéficiait de l'accompagnement de son département ministériel, en vue de lever les obstacles, et faciliter les opérations d'exportation, en coordination avec les services compétents. A son tour, "Agrodiv" a présenté, les résultats de son activité, mettant en avant les nouveaux projets lancés, dont 14 projets entreront en service d'ici fin 2025, selon la même source. La capacité de production annuelle actuelle du complexe "Agrodiv" est estimée à 8,5 millions de quintaux de semoule, 12,5 millions de quintaux de farine, 520 000 quintaux de pâtes alimentaires, 200 000 quintaux par an de couscous, 114 000 tonnes par an d'huile de table, 3 800 tonnes par an d'huile d'olive et 410 000 tonnes de jus de fruits et de conserves, distribués dans toutes les régions du pays. A cet égard , Ghrieb a souligné l'importance de la coordination entre le complexe et les centres de recherche pour développer de nouveaux produits, appelant le groupe "Agrodiv" à diversifier ses produits, notamment dans en matière de pâtes.
Il a également mis en évidence le rôle du groupe dans la distribution des produits alimentaires de base dans les régions du sud et les régions éloignées, selon le communiqué. Concernant l'entreprise "Ferrovial" et sa filiale, la Compagnie industrielle des transports algériens "CITAL", l'ingénierie inverse a constitué l'essentiel des discussions, compte tenu des réalisations de "CITAL" dans ce domaine. Le développement du concept de "l'industrie 4.0" a également été l'un des points abordés, "CITAL" étant considérée comme un pionnier dans ce domaine au niveau national. L'entreprise s'appuie, dans sa gestion, sur un système d'information dynamique et efficace à travers plusieurs applications facilitant la communication entre les employés de l'entreprise, entre l'entreprise et ses fournisseurs et clients, conclut le communiqué.

TRANSPORT MARITIME

Création de deux grands ateliers de réparation navale

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a tenu une réunion avec la PDG du Groupe algérien de transport maritime(GATMA), et ses filiales, représentées par le directeur général de la Société nationale de transport maritime de passagers (ENMTV) et le directeur général de la Société nationale de réparation navale (ERENAV), indique le ministère dans un communiqué. Cette réunion intervient dans le cadre de la série lancée par le ministre des Transports avec les responsables des établissements publics économiques dans le domaine du transport maritime pour l'examen et l'évaluation de leurs performances.
Elle a été ainsi consacrée à l'examen des moyens de développer le secteur du transport maritime national.
Après les exposés sur les activités, les plans de travail et les perspectives de l'ENTMV et de l'ERENAV, le ministre a donné des instructions comprenant l'étude pour la création de deux grands ateliers de réparation navale, au centre et à l'ouest du pays, afin d'augmenter les capacités et de contribuer à l'accélération du rythme de maintenance et de réparation des navires et des bateaux, ajoute la même source.
Le ministre a également insisté sur la nécessité d'accorder la plus grande importance à l'élément humain et à sa formation, appelant à encourager les jeunes cadres, les chercheurs et les start-up.
Dans son intervention, le a rappelé que le développement du transport maritime, l'accession au rang des grands pays et la réalisation du changement souhaité, requièrent une attention particulière, des efforts concertés pour relever toutes les difficultés et tous les défis.
En conclusion, le ministre a réaffirmé que sa « main » restera toujours tendu pour fournir toutes les facilités et les conseils nécessaires pour atteindre les objectifs assignés.

R E.

23E CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LE FONDS DE LA ZAKAT

Organisation d'une sortie sur le terrain au profit des commerçants d'Alger

L'Office national des wakfs et de la zakat a organisé, mercredi à Alger, une sortie de sensibilisation sur le terrain au profit des grossistes en pièces détachées à Bab Ezzouar (Alger), dans le cadre de la 23e campagne nationale de sensibilisation sur le Fonds de la zakat, indique un communiqué de l'Office. "Dans le cadre de la 23e campagne nationale de sensibilisation sur le Fonds de la zakat et en coordination avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), une sortie de sensibilisation sur le terrain a été organisée au niveau des marchés des grossistes en pièces détachées à Bab Ezzouar", précise le communiqué. Cette opération vise à "sensibiliser les commerçants sur le principe de la zakat et son impact sur l'individu et la société", ajoute le communiqué qui a souligné que cette campagne a été largement accueillie par les commerçants.

TRAVAUX PUBLICS

Un référentiel technique et organisationnel du secteur en préparation

La commission technique chargée du suivi du dossier de l'enrichissement de l'organisation technique du secteur des travaux publics et des infrastructures de base, a été installée, mardi à Alger, dans le but de mettre en place "un référentiel technique et organisationnel du secteur", indique un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation de la commission, tenue au siège du ministère, a été présidée par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, en présence des cadres centraux du ministère, de représentants des entreprises, ainsi que des organismes techniques concernés placés sous tutelle et supervision. L'installation de cette commission technique vise à établir une feuille de route faisant office de référentiel technique et organisationnel du secteur à travers l'élaboration d'une politique de normalisation, l'identification des besoins sectoriels en termes de normes et les conditions de leur utilisation au niveau des entreprises et des établissements économiques, des bureaux d'études et des laboratoires publics, ainsi que des organismes concernés. A cette occasion, M. Rekhroukh a souligné l'importance de la mise en place de ce cadre technique ainsi que de la coordination et de la concertation entre ses membres pour élaborer une feuille de route contenant des propositions et des orientations techniques répondant aux besoins du secteur, notamment dans le domaine du développement des projets, de l'amélioration des ressources humaines et de la qualité du travail, en réponse aux attentes des citoyens. Cette commission œuvrera à établir le référentiel technique du secteur pour améliorer les performances des moyens de réalisation nationaux des entreprises, des laboratoires et des bureaux d'études, tout en mettant l'accent sur la formation.

INVESTISSEMENT

L'Algérie disposée à accorder toutes les facilitations aux sociétés indiennes

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a mis en avant, à New Delhi, les facilitations dont pourraient bénéficier les sociétés indiennes souhaitant investir en Algérie, et ce, lors de ses entretiens avec le président de la Confédération de l'industrie indienne, Sanjiv Puri, en marge de sa participation au 29e Sommet du partenariat organisé dans la capitale indienne, indique mardi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Inde, Ali Achoui, M. Zitouni a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays dans les domaines prioritaires et de l'échange d'expertises pour renforcer les relations économiques au service de leurs intérêts communs, assurant que l'Algérie était disposée à accorder toutes les facilitations aux sociétés indiennes souhaitant investir en Algérie.

De son côté, et après avoir remercié le ministre de la participation de l'Algérie à ce sommet international important, M. Sanjiv Puri a salué les efforts déployés par l'Algérie pour renforcer ses relations économiques avec ses partenaires internationaux, précisant que la Confédération de l'industrie indienne était à la recherche d'opportunités d'investissement prometteuses, notamment dans les secteurs de l'industrie lourde, de l'agriculture et de la technologie, selon le communiqué. En marge du sommet, M. Zitouni a également eu une rencontre avec la Directrice générale de la Fédération indienne du commerce et de l'industrie, Mme Jyoti Vij, à la demande de cette dernière. Les deux parties ont, à cette occasion, évoqué "les moyens de développer les partenariats économiques entre l'Algérie et l'Inde, après que les membres de la Fédération ayant accompagné la présidente indienne lors de sa visite en Algérie, en octobre dernier, ont pris connaissance des possibilités d'investissement qu'offre le pays", précise le communiqué. Les deux parties sont convenues, lors de cette rencontre, d'intensifier les visites d'hommes d'affaires entre les deux pays et d'organiser des événements économiques communs pour soutenir les investissements bilatéraux. A cette occasion, M. Zitouni a souligné que l'Algérie était disposée à accorder toutes les facilitations nécessaires pour faire aboutir ces démarches, mettant en avant les opportunités prometteuses offertes par le marché algérien. Il a également rappelé les réformes économiques engagées par l'Algérie pour encourager l'investissement et améliorer le climat des affaires. Pour sa part, Mme Jyoti Vij s'est félicitée de "l'évolution positive" des relations entre les deux pays, exprimant la volonté de la Fédération indienne du commerce et de l'industrie de renforcer sa coopération avec l'Algérie en vue d'établir des partenariats durables mutuellement bénéfiques.

PROTECTION ET À LA PROMOTION DES PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Présentation d'un projet de loi à l'APN

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présenté, mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), un projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques. Lors d'une séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi, Mme Mouloudji a précisé que le texte visait à améliorer la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, en les associant activement à la vie publique et politique. Relevant que l'Algérie est passée à une approche inclusive, participative et intégrée de prise en charge des personnes aux besoins spécifiques pour leur permettre d'obtenir de nouveaux acquis, la ministre a souligné que ce projet de loi consacrait l'expression "personnes aux besoins spécifiques" au lieu du terme "handicapés" et introduisait une grille d'évaluation du handicap comme outil de référence élaboré par les services du ministère de la Santé. Le texte traite de plusieurs aspects, dont la prévention contre l'handicap, les services de santé, la rééducation fonctionnelle et la réadaptation. Il comprend de nouvelles dispositions visant à encourager la recherche scientifique en matière de dépistage précoce et de prévention du handicap. Il améliore également l'accès des personnes aux besoins spécifiques à l'aide sociale et aux diverses aides en nature, en leur fournissant des prothèses, des accessoires et une assistance technique, ainsi que des équipements et des appareils adaptés à la nature du handicap, en plus de l'allocation mensuelle. Le projet de loi prévoit aussi la gratuité des transports ou des tarifs réduits pour les personnes aux besoins spécifiques. En matière d'éducation, le projet consacre le droit des personnes aux besoins spécifiques à l'enseignement gratuit comme le stipule la Constitution. Le projet de loi prévoit en outre la consécration d'au moins 1% des postes d'emploi aux travailleurs aux besoins spécifiques.

UNIVERSITÉ DE BLIDA1- CRTI

Signature d'une convention de coopération

Une convention de coopération a été signée mardi, entre l'Université de Blida1 et le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) de Chéraga (Alger), portant sur l'activation du rôle de la recherche scientifique dans le développement des industries nationales, a-t-on appris auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Inscrit dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement économique, cet accord a été signé par le recteur de l'université de Blida1, Pr. Bezzina Mohamed, et le directeur du CRTI, Badji Riad. Cette convention a pour objectif de "passer de la recherche théorique à la recherche appliquée pour la mettre au service de l'économie nationale", a indiqué le recteur de l'université, notant qu'une majorité des cadres et experts du CRTI sont des diplômés et enseignants de l'Université de Blida1. Il a ajouté que la" vocation de l'université, représentée principalement par la recherche, implique une coopération avec les établissements industriels. Un fait qui nécessite le rapprochement du monde industriel et son exploration pour faire profiter étudiants et chercheurs des technologies et expertises du centre, notamment dans la préparation de leurs mémoires de fin d'études".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	-0,18	-0,69	8,20	7,06	385	163 625,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	2320,00	0,00	0,55	0,83	6,96	7,76	230	533 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2258,00	-0,66	-0,42	-1,21	11,88	5,54	643	1 451 894,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,68	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,71	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 04 décembre 2024

Produits		Prix du détail DA / Kg			أسعار التجزئة دج/كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات		
Légumes frais	Pomme de terre	72	84	60	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	75	82	68	الطماطم		
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف		
	Ail sec	451	515	387	الثوم الجاف		
	Carotte	71	83	60	الجزر		
	Navet	82	93	71	لفت		
	Choux fleur	68	77	59	قرنبيط		
	Choux	84	103	65	الكرنب		
	Courgette	124	138	110	الكوسة		
	Haricot vert	148	166	131	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	90	103	77	الخس		
Fruits frais	Clémentine	167	202	131	الكليمونتين	فواكه طازجة	
	Orange	155	192	119	البرتقال		
	Citron	144	163	125	الليمون		
	Pomme locale	361	471	252	التفاح المحلي		
	Datte	493	621	366	التمر		
	Grenade	151	177	125	الرمان		
	Banane	442	456	427	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1768	1895	1642	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	414	427	400	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	96	101	91	حليب البقر (لتر)		

GISEMENT DE ZINC ET PLOMB D'AMIZOUR ET TALA-HAMZA

L'Etat indemnisera les propriétaires de terrains expropriés

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a rassuré les propriétaires, expropriés de leur terre au bénéfice du gisement de plomb et zinc d'Amizour-Tala Hamza, en maturation depuis 2020, de bénéficier d'une indemnisation satisfaisante, juste et équitable.

Synthèse S R.

«Nous sommes totalement tranquille et nous n'avons aucun souci à revoir le niveau des indemnisations», a-t-il clamé devant les représentants de la société civile, rencontrés, en fin d'après midi à Tala-Hamza, à 15 km au sud-ouest de Bejaia, conviés expressément pour soumettre leurs doléances et réaffirmer leur totale adhésion quant à la concrétisation du projet qui, selon, le ministre «revêt une importance majeure» et suivi de très près.

«Lors du dernier Conseil du gouvernement, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, m'a instruit de telle sorte à ce que le projet ne rentre en fonction qu'une fois les indemnisations aient satisfait le dernier des expropriés», a-t-il assuré, soulignant que le projet, «au delà de ses potentialités, est de nature à aider à mettre en place un pôle économique, dédiés aux industries de transformation, utilisant à la base le zinc et le plomb».

Le ministre a appelé la population locale à le soutenir, car «le gisement est porteur de grandes promesses». Lui emboitant le pas, la directrice de la WMZ (Western medietranean zinc), une joint-venture Algero-australienne, titulaire du permis d'exploitation, a expliqué longuement les qualités de ce gisement, qui figure parmi les 12 plus grands gisements au monde.

Le gisement a une réserve exploitable de 24 millions de tonnes annuellement et avec l'épuisement de plusieurs filons dans divers endroits de la planète, celui d'Amizour est en état de devenir un gisement pivot, d'autant qu'il va recourir dans son exploitation à une technologie innovatrice (chambre remblayées descendantes), et des techniques pointues non polluantes, a-t-il dit. Le gisement est attendu pour commencer à entrer en production dès 2026, coïncidant avec la fin des expropriation-indemnisations et l'installation d'une usine de traitement des deux minerais. Durant sa visite à Bejaia, le ministre, accompagné de la Secrétaire d'état, chargée des mines au ministère de l'Energie, et des présidents directeurs généraux de Sonatrach et de la Sonarem, en a profité pour passer en revue le chantier qui accueille les travaux de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer.

Implantée à Tighremt dans la commune balnéaire de Toudja à 38 km à l'ouest de Bejaia, le niveau d'avancement de la station dépasse 85% et les travaux vont bon train laissant augure une possible réception dans quelques semaines. "C'est une fierté pour l'Algérie" a affirmé M. Arkab, indiquant que cela "traduit les efforts de l'Algérie nouvelle". La station est modulée pour produire 300.000 mètres cubes d'eau potable quotidiennement et conçue pour alimenter en appoint plusieurs wilayas limitrophes à Bejaia, notamment Stif, Bordj Bou Arredj, et Bouira.

SÉCURISATION DES INSTALLATIONS D'HYDROCARBURES

Le Pdg de Sonatrach appelle à l'implication de tous les acteurs

Par Z R.

Le Pdg du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné l'importance de la coordination entre les secteurs concernés et l'adoption de mesures préventives efficaces à la problématique de l'empiètement des périmètres de protection des installations et canalisations de transport des hydrocarbures. S'exprimant à l'ouverture d'une rencontre consacrée à cette problématique par Sonatrach , Hachichi a appelé à l'implication de tous les acteurs pour assurer une application stricte des textes législatifs et règlementaires, en la matière, et à sensibiliser davantage le public aux risques associés à cette problématique, qui affecte non seulement la production de produits énergétiques nationale mais aussi la sécurité des populations avoisinantes. Cette rencontre, rappelle la même source, s'inscrit dans le cadre des efforts soutenus de Sonatrach pour sécuriser ses installations d'hydrocarbures et protéger les zones environnantes. Cet événement était consacré à l'examen de la problématique des empiètements dans les périmètres de protection des installations et des canalisations de transport des hydrocarbures. Durant cette journée, les défis liés aux empiètements des périmètres de protection des installations et des canalisations ont été abordés, ainsi que les risques résultant des constructions érigées à proximité des installations et infrastructures opérationnelles. Ces pratiques, en violation des textes législatifs et réglementaires en vigueur, compromettent la sécurité des opérations et la continuité de l'approvisionnement énergétique aussi bien sur le plan national qu'international. Les discussions ont également porté sur des propositions de développement de stratégies de protection plus sûres et efficaces. Cette rencontre a été présidée par Rachid HACHICHI, Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, en présence de Mourad BELDJEHEM, Président de l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures, ainsi que de M. Abdelhamid AFRA, Délégué National aux Risques Majeurs, M. Remini Amine, Directeur Général des Hydrocarbures au Ministère de l'Energie, des Mines et des Energies Renouvelables, et M. KHELIFA Mourad, Directeur de la Protection du Patrimoine Energétique et Minier au même Ministère, ainsi que des Présidents Directeurs Généraux de filiales de SONATRACH, outre le représentant du Président Directeur Général de SONELGAZ et des responsables représentant des ministères et organismes nationaux et régionaux concernés par cette problématique.

SURFACES IRRIGUÉES

Un plan triennal pour atteindre 3 millions d'hectares d'ici 2028

Par M A.

Dans le cadre de ses efforts pour moderniser le secteur agricole et renforcer la souveraineté alimentaire, le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, a annoncé un plan stratégique visant à augmenter la production agricole en Algérie. Ce projet ambitieux repose principalement sur l'extension des surfaces irriguées, en particulier dans le sud du pays, et prévoit d'importants investissements dans les infrastructures de stockage. L'objectif à long terme est non seulement d'assurer l'autosuffisance alimentaire, mais aussi de contribuer à la croissance économique nationale en soutenant le secteur agricole.

Lors de sa récente visite de travail à la wilaya d'El-Meniaa, Youcef Cherfa a mis en avant un projet triennal visant à atteindre trois millions d'hectares de terres irriguées d'ici 2028. Actuellement, ces surfaces s'élèvent à 1,1 million d'hectares, et le plan prévoit une augmentation de 250 000 hectares par an. Ce travail est déjà en cours avec la mise en œuvre de cette initiative dès la saison agricole actuelle, dans le but de répondre aux besoins croissants du secteur et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Le projet participe également à l'objectif de porter le produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie à 400 milliards de dollars, étant donné que le secteur agricole représente déjà 15 % du PIB national.

Un autre pilier essentiel de ce plan réside dans le développement des infrastructures de stockage à travers le pays, notamment dans les wilayas du Sud, qui ont enregistré des productions importantes dans les cultures stratégiques comme les céréales. Ces nouvelles installations de stockage visent à renforcer la capacité du pays à gérer l'augmentation de la production agricole. Le ministre a d'ailleurs inspecté la construction de deux centres de stockage de céréales à El-Meniaa, en insistant sur la nécessité de respecter les normes de qualité et de garantir leur mise en service avant le début de la campagne de récolte de cette saison.

Parallèlement à ces efforts pour améliorer l'irrigation et le stockage, Youcef Cherfa a également salué les résultats prometteurs obtenus dans la culture du tournesol oléagineux, qui s'étend désormais sur une superficie de 50 hectares dans une exploitation privée. Il a souligné l'importance d'étendre ces surfaces dédiées à la culture du tournesol et d'autres cultures oléagineuses, sucrières et légumineuses lors de la prochaine saison agricole. Ce soutien à la production locale s'inscrit dans une stratégie plus large visant à promouvoir l'agriculture de transformation, avec des produits qui contribueront à la diversification du secteur agricole.

Ce plan triennal reflète une volonté claire de l'État de moderniser, diversifier et renforcer le secteur agricole algérien. Il témoigne également d'un engagement fort pour assurer la sécurité alimentaire du pays, tout en améliorant ses performances économiques. L'extension des surfaces irriguées, le développement des infrastructures de stockage et la promotion de la production locale sont autant de leviers qui permettront à l'Algérie de relever les défis agricoles de demain.

ÉLECTRIFICATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET PROJETS INDUSTRIELS

Sonelgaz veille à assurer un accompagnement efficace

Par Sirine R.

Le Président-directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé, mardi à Adrar, que ses services veillent à approvisionner les exploitations agricoles et les projets industriels de la région en électricité et en gaz, en sus des habitants des zones reculées.

Lors d'une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya pour s'enquérir des projets d'électrification des grandes exploitations agricoles dans la wilaya, Adjal a réitéré l'engagement du groupe à accompagner ces exploitations en termes d'énergie, en vue d'améliorer leur performance économique.

Supervisant l'opération de raccordement d'une exploitation agricole relevant du Groupe public Agro-Industries (AGRODIV), dans la commune de Tamentit (à l'Est de la wilaya), le Pdg a précisé que les services de Sonelgaz avaient raccordé plus de 5.000 exploitations agricoles au réseau électrique, en attendant le raccordement de 2.500 autres, en vue d'atteindre près de 8.000 exploitations raccordées au niveau de la wilaya, affirmant la disponibilité de l'électricité en quantités suffisantes pour alimenter les opérateurs, en application des orientations de Hautes autorités du pays.

Le Pdg de Sonelgaz a reçu des explications détaillées sur les projets de raccordement électrique des grandes exploitations agricoles relevant des groupes AGRODIV, SONATRACH et COSIDER dans la wilaya d'Adrar, dont le taux d'avancement global a dépassé 80%. Lors de cette visite, le PDG de Sonelgaz a supervisé les travaux de raccordement de l'exploitation agricole Dunaysir, fruit d'un partenariat algéro-turc, où le rythme soutenu des travaux d'électrification de cette exploitation a été salué, notamment par le partenaire turc qui n'a rencontré aucune difficulté pour l'entrée en service et en production de l'exploitation. M. Adjal s'est également enquis des travaux de raccordement à l'électricité du projet intégré algéro-qatari "Baladna" pour la production du lait en poudre dans la commune de Timokten, le plus grand projet agricole en Algérie (à l'est de la wilaya), où une centrale électrique à turbine à gaz mobile est en cours de réalisation. Cette opération à laquelle ont contribué les différentes filiales de Sonelgaz permettra de garantir un accompagnement énergétique efficace à ce projet stratégique. Dans ce cadre, le PDG de Sonelgaz a précisé que cette opération avait été au centre des travaux d'une réunion tenue, début octobre dernier, au siège du ministère de l'Energie et des Mines et des Energies renouvelables, lors de laquelle ont été rappelées les instructions des Hautes autorités du pays sur la nécessité de raccorder ce projet prometteur et important au réseau d'électricité.

SÉTIF

Relogement de 100 familles dans des appartements neufs

Pas moins de 100 familles qui habitaient Chouf Lekdad au chef-lieu de wilaya de Sétif ont été relogées mardi dans des appartements neufs , a-t-on indiqué dans un communiqué des services de la wilaya. Parachevant la grande opération lancée début octobre passé par les services de wilaya d'éradication du bidonville Chouf Lekdad et de relogement de ses habitants, 100 familles ont été relogées dans des habitations neuves à travers les sites Abid-Ali de la commune de Sétif, d'Ain Romane, d'Ouled Saber et d'El Anasser, dans la commune d'Ain Arnat, a précisé le communiqué. L'opération d'étude des recours se poursuit et la liste restante des familles à reloger sera progressivement annoncée, selon le communiqué qui a indiqué que l'opération continuera jusqu'à l'examen de la totalité des dossiers. Troisième du genre après celles effectuées en octobre puis en novembre passés, cette opération de relogement s'est déroulée en présence du secrétaire général de la wilaya, Abdelfetah Benkerkoura et des autorités civiles et sécuritaires locales. Les autorités de la wilaya de Sétif ont entamé l'éradication du dernier bidonville de la ville de Sétif (Chouf Lekdad) début octobre passé avec le relogement de 1.300 familles à Abid Ali et Ouled Saber et a été suivi en novembre d'une deuxième opération de relogement de 72 familles à Abid Ali, ajoute le communiqué qui indique que l'opération se poursuivra jusqu'à la clôture totale de ce dossier.

MILA

Production prévisionnelle de plus de 1,257 millions litres d'huile d'olive

La direction des services agricoles (DSA) de Mila prévoit la production de pas moins de 1.257.500 litres d'huile d'olive au titre de la campagne de récolte 2024-2025, a indiqué mardi le chef du service de régulation et de la production et de soutien technique de cette direction, Mohamed Bengouitene. La production d'olive de cette saison sera récoltée sur 10.355 hectares sur un total de 11.769 hectares de vergers oléicoles de la wilaya, a précisé le même responsable dans les explications données à l'occasion du lancement de la campagne de récolte et de trituration des olives depuis une exploitation oléicole privée dans la commune de Sidi Merouane. Selon les mêmes explications, l'actuelle campagne devra permettre la production de 112.662 quintaux d'olives dont 100.000 seront dirigés vers l'extraction de l'huile dont la production est appelée à atteindre 1.257.500 litres. La superficie des terres productrices a connu cette saison une augmentation passant à 10.355 hectares contre 9.933 hectares lors de la saison précédente 2022-2023 qui avait connu une production de 86.156 quintaux d'olives et 1.206.200 litres d'huile, a souligné le même cadre. La trituration des olives est assurée dans la wilaya de Mila par 43 huileries dont 13 modernes réparties sur plusieurs communes, a-t-on indiqué.

TIMIMOUN

Mise en service d'un réseau d'alimentation de 209 foyers au gaz naturel

Le Président-directeur général (P-dg) de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), Mourad Adjal, a procédé, mardi dans la wilaya de Timimoun, à la mise en service d'un réseau de gaz naturel alimentant 209 foyers au Ksar El-Wajda, au chef-lieu de wilaya.

S'exprimant en marge de la cérémonie de mise en service de ce réseau, dans le cadre de la seconde et ultime journée de sa visite de travail dans la wilaya, le P- dg de la Sonelgaz a affirmé que "cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie du citoyen et la solution du problème d'approvisionnement de la région en bonbonnes de gaz butane". M.Adjal a saisi l'opportunité pour appeler à l'intensification des campagnes de sensibilisation aux risques de la mauvaise utilisation du gaz et à l'installation des détecteurs de monoxyde de carbone pour éviter les asphyxies. Le P- dg a procédé, par ailleurs, à la pose de la première pierre pour la réalisation à Timimoun d'une centrale de transformation électrique de 60/220/400 Kilovolts (KV), avant de suivre un exposé sur le projet d'interconnexion du réseau électrique autonome Pôle In Salah - Adrar -Timimoun (PIAT) au réseau interconnecté national (RIN). S'agissant de l'électrification des exploitations agricoles, il est fait état du raccordement de 3.400 exploitations au réseau d'électrification agricole et que les travaux vont bon train pour le raccordement de 200 autres exploitations à travers différents périmètres de la wilaya, selon les données fournies sur site.

EL TARF

73 projets financés depuis début 2024 dans le cadre du dispositif de l'ANGEM

Pas moins de 73 projets ont bénéficié de financement depuis début 2024 dans la wilaya d'El Tarf dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), apprend-on mardi de l'antenne locale de cette agence. Selon le chargé de communication au niveau de cette antenne, Raouf Drissi, l'opération a concerné le financement de projets au titre de la formule des prêts non-rémunérés d'acquisition de matières premières pour les activités artisanales des femmes rurales et famille productives ainsi que de la formule tripartite destinée aux activités des bureaux d'études, des cliniques médicales et certains projets innovants. La même source a porté l'accent sur l'importance du dispositif ANGEM pour l'accompagnement des porteurs de projets de création de micro-entreprises dans divers secteurs liés au développement et à la création d'emplois, notamment dans les zones rurales de cette région frontalière. Dans le cadre de la diffusion de la culture entrepreneuriale dans les milieux de jeunes, l'antenne de l'ANGEM organise des journées d'information dans les zones reculées pour présenter le dispositif ANGEM et ses avantages, a-t-on indiqué. M. Drissi a mis en exergue dans ce contexte l'importance de l'assurance du matériel et des équipements contre les divers risques par les bénéficiaires du financement ANGEM pour garantir la pérennité de leurs activités.

ANNABA

Récupération de 4.000 m3 d'eau potable

Un volume de 4.000 m3 d'eau potable a été récupéré dans la wilaya d'Annaba après la réparation de plus de 220 points de fuite sur le réseau de distribution d'eau, a-t-on appris mardi de la directrice locale des Ressources en eau, Djamila Briki. Cette quantité d'eau a été récupérée dans le cadre de la campagne de réparation des fuites d'eau, menée la semaine dernière dans la wilaya, avec la mobilisation des unités de l'Algérienne des eaux de 17 wilayas, a indiqué Mme Briki à l'APS. L'opération, menée pendant six jours avec l'utilisation de six géoradars permettant la détection des branchements illicites qui nuisent aux réseaux, contribuera à améliorer l'approvisionnement de la population en eau potable, notamment des résidents aux étages supérieurs des immeubles, a-t-on indiqué. Plus de 155.000 m3 sont quotidiennement mobilisés par le secteur des ressources en eau dans la wilaya d'Annaba pour l'approvisionnement en eau potable de la population, avec une fréquence de distribution d'une fois tous les quatre jours, selon la responsable. Le déficit accusé en matière de distribution devra être rattrapé de sorte à permettre un approvisionnement quotidien avec la "prochaine" réception de la station de dessalement d'eau de mer Koudiet Draouche de la wilaya d'El Tarf, a-t-on révélé.

SAÏDA

Lancement de plusieurs opérations pour l'amélioration du cadre de vie des habitants

Plusieurs opérations ont été lancées dans divers secteurs de la wilaya de Saïda, dans le cadre des efforts visant à promouvoir et améliorer le cadre de vie de la population de cette région, a-t-on appris des services de la wilaya. La même source a précisé que ces opérations, lancées la semaine dernière par les autorités locales, concernent l'installation de poteaux d'éclairage public au niveau de la ville chef-lieu de wilaya, sur la voie d'évitement de la route nationale N 6, jusqu'au quartier Boukhors, sur une distance de 2 kilomètres, ainsi que la réhabilitation de l'entrée sud de la ville. Le programme comprend également le revêtement en béton d'un axe routier reliant la commune de Doui Thabet au village de Hessasna, sur une distance de 1,2 km, ainsi que la construction d'un réservoir d'eau d'une capacité de 200 mètres cubes, en plus de la réhabilitation d'un puits au village de Moulay Touhami, destiné à approvisionner la population en eau potable. Le programme, auquel les autorités locales accordent une grande importance, prévoit également la réhabilitation du parc public et de la stèle érigée dans la commune de Sidi Amar, dédiée aux martyrs de la région durant la Révolution de libération, ainsi que l'aménagement des toilettes publiques dans le quartier historique des 104 logements. Dans la commune de Hessasna, deux terrains ont été choisis pour la réalisation d'une piscine semi-olympique et d'un ensemble immobilier de 200 logements location-vente (AADL). Dans les communes de Sidi Ahmed, Ain Sekhouna et Ain Soltane, des travaux sont en cours pour le revêtement de quatre terrains de football de proximité en gazon synthétique, afin d'offrir de meilleures conditions aux jeunes passionnés de football, a-t-on fait savoir de même source. Les services de la wilaya veillent à recenser toutes les carences et besoins de développement fondamentaux dans les différentes régions de la wilaya, dans le but d'inscrire de nouvelles opérations de développement visant à améliorer le cadre de vie des habitants, en particulier ceux des zones reculées, selon la même source.

468 millions d'enfants sont en grave souffrance dans le monde à cause des conflits armés

Entre 2005 et 2023, plus de 347 000 violations graves à l'encontre d'enfants ont été constatées dans plus de 30 zones de conflit.
Une femme palestinienne déplacée se tient avec ses enfants à côté des décombres de bâtiments détruits sur la route principale Salah al-Din dans l'est de la ville de Gaza après avoir été forcée de fuir les opérations militaires israéliennes à Beit Lahia dans le nord de Gaza, en Palestine, le 22 octobre 2024.

1ère partie

Par Nick Turse (*)

« La guerre n'est pas saine pour les enfants et les autres êtres vivants », peut-on lire sur une affiche intitulée « Primer » créée par feu l'artiste Lorraine Schneider pour une exposition au Pratt Institute de New York en 1965. Imprimée en lettres minuscules à l'allure enfantine, les mots sont intercalés entre les feuilles d'un simple tournesol. Cette affiche était une réponse précoce à la guerre du Viêt Nam. « Elle voulait simplement faire quelque chose que personne ne pourrait contester », se souvient Elisa Kleven, la fille cadette de Schneider, dans un article publié au début de cette année. Six décennies plus tard, l'hypothèse de Mme Schneider se trouve toujours vérifiée.

Selon Save the Children, environ 468 millions d'enfants, soit un jeune sur six sur cette planète, vivent dans des zones touchées par des conflits armés. Les attaques avérées contre les enfants ont triplé depuis 2010. L'année dernière, les conflits mondiaux ont tué trois fois plus d'enfants qu'en 2022. « Les meurtres et les blessures de civils sont devenus quotidiens », a déclaré Volker Türk, chef des droits de l'homme de l'ONU, en juin, lorsqu'il a annoncé les chiffres de 2023. « On tire sur les enfants. Des hôpitaux bombardés. De l'artillerie lourde cible des communautés entières. »

Il a fallu quatre décennies pour que le Conseil de sécurité des Nations unies rattrape Schneider. En 2005, cet organe mondial a identifié – et condamné – six violations graves commises à l'encontre des enfants en temps de guerre : le meurtre ou la mutilation ; le recrutement ou l'utilisation par les forces armées et les groupes armés ; les attaques contre les écoles ou les hôpitaux ; le viol ou d'autres actes graves de violence sexuelle ; l'enlèvement et le refus d'autoriser l'accès des organismes humanitaires à ces enfants. Le fait de nommer et de dénoncer a toutefois ses limites. Entre 2005 et 2023, plus de 347 000 violations graves à l'encontre de jeunes ont été constatées dans plus de 30 zones de conflit en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine, selon l'UNICEF, l'agence des Nations unies pour l'enfance. Le nombre réel est sans aucun doute beaucoup plus élevé.

Les enfants sont particulièrement vulnérables en période de conflit, qu'il s'agisse des dommages extrêmes que les armes explosives causent aux petits corps ou des effets durables des privations aiguës sur les cerveaux en développement. Et une fois soumis à la guerre, ils en portent les cicatrices, physiques et mentales, tout au long de leur vie. Une étude récente menée par des chercheurs italiens a souligné ce que Schneider savait intuitivement, à savoir que « la guerre inflige de graves violations aux droits fondamentaux des enfants ». Le traumatisme complexe de la guerre, ont-ils constaté, « constitue une grave menace pour le développement émotionnel et cognitif des enfants, augmentant le risque de maladies physiques et mentales, de handicaps, de problèmes sociaux et de conséquences intergénérationnelles ».

Malgré ces connaissances, le monde continue de manquer à ses devoirs envers les enfants en période de conflit. Les États-Unis étaient, par exemple, l'un des membres du Conseil de sécurité des Nations unies qui a condamné ces six graves violations des droits de l'enfant en temps de guerre. Pourtant, l'administration Biden a donné son feu vert à des dizaines de milliards de dollars de ventes d'armes à Israël, alors que des munitions américaines ont été utilisées à plusieurs reprises pour attaquer des écoles, qui sont devenues des abris, principalement pour les femmes et les enfants, dans la bande de Gaza. « Qu'on ne s'y trompe pas, les États-Unis soutiennent entièrement, résolument, totalement Israël », a récemment déclaré le président Joe Biden, même si son administration a reconnu la probabilité qu'Israël ait utilisé des armes américaines dans la bande de Gaza en violation du droit international.

Et Gaza n'est qu'une zone de conflit où, en ce moment même, des enfants souffrent énormément. TomDispatch vous propose une visite de l'enfer de cette planète, quelques arrêts dans un monde en guerre pour voir ce que les conflits d'aujourd'hui font aux enfants qui en sont prisonniers.

Gaza

Selon l'UNICEF, la bande de Gaza est l'endroit le plus dangereux au monde pour les enfants. Selon les autorités locales, Israël y a tué environ 17 000 enfants depuis le début de l'actuelle guerre de Gaza, en octobre 2023. Fait presque aussi horrible, environ 26 000 enfants auraient perdu l'un de leurs parents ou les deux. Au moins 19 000 d'entre eux sont désormais orphelins ou n'ont pas de famille d'accueil. Un million d'enfants de Gaza ont également été déplacés depuis octobre 2023.

En outre, Israël commet un « scolasticide », c'est-à-dire la destruction délibérée et systématique du système éducatif palestinien à Gaza, selon un rapport récent du Centre Al Mezan pour les droits de l'homme, un groupe de défense des droits des Palestiniens. Plus de 659 000 enfants n'ont pas été scolarisés depuis le début de la guerre. Selon une nouvelle étude réalisée par l'université de Cambridge, le Centre d'études libanaises et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le conflit à Gaza va retarder de plusieurs années l'éducation des enfants et risque de créer une génération de Palestiniens traumatisés à vie.

Même avant la guerre actuelle, on estime que 800 000 enfants de Gaza (soit environ 75 % des enfants de la région) avaient besoin d'un soutien psychosocial et de santé mentale. Aujourd'hui, l'UNICEF estime que plus d'un million d'entre eux (en fait, tous les enfants de la bande de Gaza) ont besoin de ces services. En bref, il n'est plus possible d'être un enfant en bonne santé dans cette région.

Liban

Pendant quatre jours, fin septembre, alors qu'Israël intensifiait sa guerre au Liban, environ 140 000 enfants de ce pays méditerranéen ont été déplacés. Nombre d'entre eux sont arrivés dans les centres d'accueil en montrant des signes de profonde détresse, selon le personnel de Save the Children. « Les enfants nous disent qu'ils ont l'impression que le danger est partout et qu'ils ne sont jamais en sécurité. Chaque bruit fort les fait sursauter », a déclaré Jennifer Moorehead, directrice de Save the Children au Liban. « La vie, les droits et l'avenir de nombreux enfants ont déjà été bouleversés et leur capacité à faire face à cette crise de plus en plus grave s'est érodée. Toutes les écoles de ce pays ont été fermées, ce qui a affecté chacun des 1,5 million d'enfants. Plus de 890 enfants ont également été blessés par des frappes israéliennes au cours de l'année écoulée, la grande majorité (plus de 690) depuis le 20 août, selon le ministère libanais de la santé publique. Etant donné qu'Israël a récemment étendu ses attaques du sud du pays à la capitale libanaise, Beyrouth, ils seront sans doute rejoints par de trop nombreux autres.

Soudan

Les enfants ont énormément souffert depuis que de violents combats ont éclaté à Khartoum, la capitale du Soudan, en avril 2023 entre les forces armées soudanaises (SAF) et les forces paramilitaires de soutien rapide. Plus de 18 000 personnes auraient été tuées et près de 10 millions ont été forcées de fuir leur foyer depuis le début de la guerre civile. Près de la moitié des Soudanais déplacés sont – oui ! – des enfants, soit plus de 4,6 millions d'entre eux, ce qui fait de ce conflit la plus grande crise de déplacement d'enfants au monde.

.Plus de 16 millions d'enfants soudanais sont également confrontés à de graves pénuries alimentaires. Dans la petite ville de Tawila, dans l'État du Darfour Nord, au moins dix enfants meurent de faim chaque jour, selon un rapport publié le mois dernier par le Guardian. La population de la ville a explosé lorsque des dizaines de milliers de personnes ont fui El Fasher, la capitale assiégée du Darfour-Nord. « Nous pensons que le nombre exact d'enfants mourant de faim est bien plus élevé », a déclaré au Guardian Aisha Hussien Yagoub, responsable de l'autorité sanitaire du gouvernement local de Tawila. « Beaucoup de personnes déplacées d'El Fasher vivent loin de notre clinique et sont incapables de s'y rendre. »

(A suivre)

TUNISIE

Le gouvernement prévoit de débuter la production d'hydrogène vert dès 2030

La Tunisie souhaite produire de l'hydrogène vert pour en exporter vers l'Europe. Le pays a adopté une stratégie ambitieuse attirant des industriels qui ont signé plusieurs accords en attente de concrétisation.
Selon des propos attribués par la presse locale à Wael Chouchane, secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique au ministère tunisien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, les premiers projets de production d'hydrogène vert (et produits dérivés) du pays débuteront dès 2030.
Selon les sources, le responsable, qui s'exprimait à l'occasion du Forum international sur l'hydrogène vert et ses dérivés à Gabès, a affirmé que cette ville aura une place importante dans la stratégie nationale pour ce vecteur d'énergie verte, en raison de sa proximité aux sites de production d'énergies renouvelables et de son port commercial qui aidera aux liaisons entre les centres de production et d'exportation.
Comme d'autres pays d'Afrique du Nord, la Tunisie cherche à se positionner sur le marché de l'hydrogène vert en exploitant ses ressources renouvelables, ses ressources hydrographiques et son emplacement géographique. Le pays a publié en 2023 sa stratégie nationale de l'hydrogène vert, qui prévoit d'en exporter jusqu'à 6 millions de tonnes d'ici 2050.
Depuis, la Tunisie a signé des accords valorisés à plusieurs milliards de dollars pour développer la filière avec de grands groupes énergétiques, comme TotalEnergies, EREN ou encore Acwa Power.

SELON LE DIRECTEUR DE L'IRENA

L'Arabie saoudite est un acteur clé de la transition énergétique mondiale

L'Arabie saoudite est prête à approfondir sa collaboration avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables afin de faire progresser les initiatives en matière de développement durable, a déclaré un haut responsable.

S'exprimant en marge de la COP16 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Francesco La Camera, directeur général de l'IRENA, a déclaré que l'Arabie saoudite était un leader clé dans la transition vers l'abandon des combustibles fossiles, grâce à l'initiative verte du Royaume.
Il a également souligné les progrès réalisés au niveau mondial dans le domaine des énergies renouvelables, notant que l'année dernière a été marquée par une augmentation record de la capacité, grâce aux progrès réalisés dans le domaine de l'hydrogène vert et de la biomasse durable.« Nous travaillons à la signature d'un accord avec les pays du CCG, et nous verrons quand nous serons prêts. Nous annoncerons que nous travaillons plus étroitement avec l'Arabie saoudite sur nos sujets et nos domaines d'intérêt », a déclaré M. La Camera.
Il a ajouté : « Pour vous donner un exemple, ACWA Power est une entreprise saoudienne, mais c'est l'entreprise d'élite en matière de décentralisation. Elle investit dans 12 pays différents, ce qui est remarquable, et elle déploie également des efforts en dehors de son pays pour travailler à la transition énergétique, en fournissant de l'eau dans des pays qui mettent l'accent sur ces enjeux. »
Le directeur général de l'IRENA a souligné l'importance pour toutes les nations, y compris l'Arabie saoudite, de redoubler d'efforts afin que les contributions nationales actualisées en matière de climat soient soumises avant février 2025.
« Tout le monde doit faire davantage d'efforts, c'est pourquoi nous espérons que la contribution nationale au climat sera présentée avant février 2025. Nous espérons également que notre présence à la COP nous permettra d'avoir plus de discussions et d'augmenter le niveau d'engagement de l'Arabie saoudite au sein de l'IRENA », a déclaré M. La Camera. Il a ajouté : « Nous pensons que l'Arabie saoudite est inévitablement un pays leader dans ce domaine. Elle a les ressources et le potentiel nécessaires. Elle a les ressources nécessaires. Elle a le leadership pour aller plus vite et plus loin dans la transition énergétique ».
La Camera a également présenté une stratégie visant à relever les défis structurels qui entravent le déploiement des énergies renouvelables à la vitesse et à l'échelle requises pour atteindre les objectifs mondiaux en matière d'énergie et de climat. Il s'agit de surmonter les obstacles liés aux infrastructures en créant des réseaux interconnectés, flexibles et équilibrés, capables de supporter une plus grande intégration des énergies renouvelables. La collaboration régionale est alors essentielle pour atteindre cet objectif. « J'insiste sur le rôle de l'infrastructure. Nous devons créer des groupes interconnectés, flexibles et équilibrés pour permettre l'intégration de davantage d'énergies renouvelables. La collaboration régionale est cruciale », a déclaré M. La Camera.
Lors de son discours d'ouverture à la Saudi Green Initiative, M. La Camera a évoqué la nécessité de concevoir le marché de manière à ce qu'il soit plus favorable aux énergies renouvelables.
« Nous devons renforcer la capacité de la distribution à faire face à cette situation par le biais d'un système plus distribué que centralisé, et il est également nécessaire de recycler le personnel qui passe du secteur des combustibles fossiles à celui des énergies renouvelables », a-t-il déclaré.
M. La Camera a conclu l'entretien en soulignant les efforts de planification à long terme de l'IRENA, qui sont essentiels pour aligner les investissements financiers sur les besoins du secteur des énergies renouvelables.

Al-Sissi invite le pétrolier BP à investir dans le renouvelable en Égypte

L'hydrogène vert jouera selon les observateurs un important rôle dans la décarbonisation de l'industrie globale, dans le cadre des efforts pour atteindre le Net Zero. Avec le soutien du secteur privé, l'Égypte peut s'imposer sur le marché de ce « carburant du futur » grâce à ses ressources naturelles.
Le président Abdel Fattah Al-Sissi a confirmé l'intention de l'Égypte d'étendre sa coopération avec la multinationale BP aux énergies propres et renouvelables, en tirant notamment parti du potentiel prometteur du pays pour la production d'hydrogène vert.
C'était lors d'une rencontre lundi 2 décembre avec le DG de BP, Murray Auchincloss, en présence du président de BP pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Nader Zaki, et du ministre du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Badawy.
Le chef d'État a salué l'investissement accru de l'entreprise dans le secteur énergétique égyptien et réitéré l'engagement du gouvernement à faciliter les opérations des entreprises internationales pour encourager une collaboration plus étroite avec le secteur privé.
Selon lui, cette démarche s'inscrit dans l'objectif plus large de faire de l'Égypte une plaque tournante régionale de production et d'exportation d'hydrogène vert, et d'encourager les entreprises internationales à s'engager dans des projets d'énergie propre et renouvelable à faibles émissions dans le pays.
Le projet de la République arabe de conquérir une importante part du marché mondial de l'hydrogène vert se base sur ses avantages stratégiques, notamment l'ensoleillement abondant, le potentiel éolien élevé et une situation géographique favorable, à proximité des marchés européens.
L'exploitation de ce potentiel nécessitera toutefois de gros investissements, en grande partie du secteur privé.

LIBYE

Signature d'un accord avec la Russie pour numériser son système de santé

La transformation numérique est devenue un enjeu clé pour moderniser les systèmes de santé à travers le monde, offrant des opportunités inédites pour améliorer les soins. Les collaborations internationales accélèrent cette transition, proposant des solutions innovantes adaptées aux besoins locaux.
Le vice-Premier ministre libyen et ministre de la Santé, Ramadan Abou Janah (photo, à droite), et son homologue russe, Mikhaïl Mourachko (photo, au centre), ont officialisé, lundi 2 décembre, un accord de coopération visant à renforcer les relations bilatérales dans le secteur de la santé. Cette initiative repose sur l'intégration des technologies numériques pour moderniser le système de santé libyen.
Selon un communiqué de l'ambassade de Russie en Libye, l'accord prévoit une coopération accrue entre les deux pays dans l'organisation et la gestion des systèmes de santé, la formation professionnelle de courte durée, ainsi que la mise en œuvre des technologies numériques pour le système de santé.
Le texte ajoute que cette collaboration inclut des activités conjointes telles que l'échange d'expertise, de données statistiques et analytiques, l'organisation de conférences médicales, et l'établissement de partenariats entre les organisations médicales, éducatives et scientifiques des deux nations.
Selon les données de la plateforme Statista, la Russie est actuellement le plus grand marché de l'industrie de la santé numérique dans le segment des traitements et soins numériques. Ce secteur connaît une forte dynamique, et les projections estiment que d'ici 2029, le volume du marché devrait atteindre 3706 millions d'euros. Cette expertise place la Russie dans une position idéale pour accompagner la Libye dans sa transformation numérique.
Pour la Libye, l'accord répond à la volonté du gouvernement de relancer son système de santé, gravement affecté par les conflits des dernières années. Grâce aux TIC, le pays espère améliorer l'accès et la qualité des soins.
La Russie, pionnière dans l'utilisation de la télémédecine, propose des solutions innovantes qui pourraient être implémentées en Libye afin de fournir des soins à distance de manière efficace. En intégrant les technologies numériques dans son système de santé, la Libye vise à rationaliser la gestion des soins, améliorer la formation du personnel médical et moderniser les infrastructures sanitaires.

LA CHINE PRIVE LES USA DE GERMANIUM

Une bonne affaire pour la RDC qui peut en produire

Grâce à une usine mise en service à Lubumbashi en 2023, la RDC vise une production annuelle de 30 tonnes de germanium. À l'origine du projet, la Gécamines se rêve en alternative à la Chine sur le marché, alors que Pékin vient d'interdire les exportations de ce métal critique vers les États-Unis.

La Chine a annoncé, mardi 3 décembre, une interdiction immédiate des exportations vers les États-Unis de plusieurs minéraux critiques, dont le gallium et le germanium.
Cette mesure prise en réaction à des restrictions américaines sur la vente de technologies à Pékin peut conforter la RDC dans ses plans visant à contester l'hégémonie chinoise sur le germanium.
Le pays d'Afrique centrale veut en effet assurer 30 % de l'approvisionnement mondial en germanium, selon la Gécamines, qui porte les ambitions de la RDC sur ce dossier.
Dans une interview accordée à Reuters en juillet 2023, son président Guy Robert Lukama expliquait que les restrictions de la Chine offraient des opportunités à la RDC. À l'époque déjà, Pékin avait imposé des mesures qui ne visaient pas spécifiquement les États-Unis, mais qui perturbaient l'approvisionnement en minéraux critiques, dont le germanium.
« La décision de la Chine va créer une certaine pénurie sur le marché, ce qui signifie que notre germanium, qui n'est pas encore réservé, pourrait avoir plus de valeur […] Il n'y a pas encore de clients, mais il y a de l'intérêt, il y en a depuis que nous avons commencé le projet et nous sommes sûrs que nous aurons bientôt plus d'intérêt pour notre germanium », prédisait alors le dirigeant.
Depuis, la Gécamines a effectivement annoncé en mai 2024 un accord avec le belge Umicore, afin d'assurer le traitement du germanium issu du site de résidus miniers dénommé « Big Hill » à Lubumbashi.
Les premières exportations de concentré de germanium vers la Belgique ont ainsi commencé en octobre 2024.
Les risques de perturbations accrues déclenchées par la nouvelle mesure de Pékin peuvent aider la Gécamines à attirer de nouveaux clients, et inciter à des investissements supplémentaires pour exploiter d'autres sites congolais de résidus miniers.
Rappelons que l'usine hydrométallurgique de Lubumbashi, d'une capacité de production annuelle de 30 tonnes de germanium, est le fruit d'un investissement de 75 millions $ réalisé en 2023. Outre le germanium, l'installation peut livrer de l'oxyde de zinc, du cuivre et du cobalt.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Togo dispose d'un nouveau Guide de l'exportateur

Le Togo dispose désormais d'une version actualisée de son Guide de l'Exportateur, un outil destiné à soutenir les entreprises exportatrices du pays. Ce document de 80 pages, publié en juillet 2024 par le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, avec l'appui de la GIZ, vise à renforcer la compétitivité des opérateurs économiques togolais sur les marchés régionaux et internationaux.
Inscrit dans le cadre de la Politique nationale de développement du commerce, actualisée en 2022, ce guide veut notamment accroître la visibilité des produits d'exportation togolais, faciliter les échanges commerciaux et les mises en relation, et orienter les entreprises vers des marchés potentiels.
Le document répertorie les entreprises exportatrices de produits agroalimentaires togolais et fournit des informations techniques et réglementaires pour accompagner les acteurs dans leurs processus d'exportation.
Selon Rose Kayi Mivedor, ministre de tutelle, « cette nouvelle version du guide de l'exportateur aura un impact positif sur le développement du commerce extérieur et contribuera à redynamiser les affaires pour les opérateurs économiques exportateurs togolais ».

FINANCEMENT DES PME

Un gap estimé à 160 milliards $ pour le Nigeria

Combler ce manque de financement est crucial pour le pays qui, d'ici les 20 prochaines années, devra créer jusqu'à 130 millions d'emplois. Avec une contribution de 90% sur les offres de travail, les TPME sont le cadre de choix pour réussir ce pari.
Selon une analyse partagée par la Banque africaine de développement (BAD), il faut 160 milliards $ pour satisfaire les demandes de financement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) du Nigeria. Ce montant est non seulement important, mais aussi difficile à couvrir.
Au sein de l'économie la plus peuplée d'Afrique (229 millions d'habitants en 2023), les données de la Banque centrale suggèrent que la masse monétaire globale en septembre 2024 n'était que de 108 954 milliards de nairas, soit l'équivalent au taux actuel de 65,5 milliards $.
Pourtant, une solution doit être trouvée à cette situation. Les TPME nigérianes génèrent l'équivalent de 40% de la richesse créée chaque année et offrent 90% des emplois, dans un pays où la moitié des 229 millions d'habitants est âgée de moins de 17,2 ans. Il faudrait donc, au cours des cinq prochaines années, que l'économie locale leur offre soit des opportunités de travail, soit des opportunités d'entreprendre. Toujours selon la BAD, le pays devra créer jusqu'à 130 millions d'emplois pour les jeunes au cours des 20 prochaines années.
Le capital pour investir devient donc indispensable. Mais les jeunes, surtout les femmes, qui sont en majorité peu formées et sans ressources à fournir en garantie, peinent à trouver une solution auprès des banques commerciales. Des études menées sur ce segment de la population révèlent que moins de 1% du financement bancaire (soit 340 millions $) va aux TPME, et les contributions du capital privé et du capital-risque n'ont pas dépassé les 640 millions $ en 2023.
Dans ces conditions, ces petites structures ont une durée d'existence qui ne dépasse pas cinq ans, selon des analyses des administrations officielles nigérianes. Les autorités locales ont essayé de trouver des solutions à ce défi. La Banque centrale a encouragé les banques commerciales à consacrer jusqu'à 10% de leurs encours de crédit au profit des TPME, et des fonds de soutien à l'entrepreneuriat ont été créés. Mais au regard de l'ampleur de la demande, ces efforts ne suffisent pas.
Dans ce contexte, la BAD s'est proposée d'intervenir en prenant le leadership sur un projet de 300 millions $, dont l'objectif est de mettre en place un mécanisme de financement des TPME. L'institution multilatérale africaine de financement du développement à portée régionale compte s'impliquer avec des prêts d'un montant global de 100 millions $. L'Agence française de développement (AFD) apportera le même volume de financement, mais sous la forme de fonds propres. Trente millions $ sont attendus de l'Autorité nigériane des investissements souverains et de la Banque de développement du Nigeria. Le reste des financements est espéré de l'Union européenne et de la coopération avec le Japon.
Cette situation illustre le défi qu'il y a à créer une croissance inclusive en Afrique. Cela implique un système local fort et financièrement autonome, capable d'intervenir sur les plus gros segments de la croissance économique, notamment en termes de consommation, d'investissements et d'exportations. Or, bien qu'ils soient parfois défavorisés, les jeunes Nigérians, comme ceux de beaucoup de pays en développement, ont un mode de vie qui les rend sensibles à des biens entièrement produits dans des économies étrangères.

CÔTE D'IVOIRE

6,4 milliards $ de contrats d'investissement signés lors du SIREXE

Riche en ressources minières, la Côte d'Ivoire a attiré plusieurs investissements en faveur du secteur extractif ces dernières années. Lors de la première édition du SIREXE, le pays a multiplié les partenariats afin de dynamiser ce secteur en pleine croissance.
Près de 4 000 milliards FCFA (environ 6,4 milliards $) de contrats d'investissement ont été signés par la Côte d'Ivoire au cours de la première édition du Salon international des Ressources extractives et énergétiques (SIREXE). C'est ce qu'a rapporté la Commissaire générale adjointe du SIREXE, Aka Mireille Chiniango dans un communiqué publié le dimanche 1er décembre 2024.
Parmi les accords signés, celui entre le géant énergétique italien Eni et le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie pour l'acquisition de « quatre nouveaux blocs d'exploration dans les eaux profondes ». Un partenariat a aussi été conclu entre Eni et le ministère ivoirien des Eaux et Forêts pour un projet de restauration de 14 forêts ivoiriennes couvrant 155 000 hectares dans les régions des Lagunes et de la Comoé. La société ivoirienne d'exploitation d'hydrocarbures Petroci Holding et le géant pétrolier angolais Sonangol ont également établi une collaboration pour financer, construire et exploiter une base intégrée de services logistiques à Abidjan.
Un Fonds d'investissement minier en Côte d'Ivoire a par ailleurs été créé afin de mobiliser des ressources pour aider les entreprises minières et leurs sous-traitants. L'objectif est aussi de favoriser la participation des travailleurs et des communautés dans le développement du secteur.
Riche en ressources minières, notamment l'or, le pétrole, le nickel et le Lithium entre autres, la Côte d'Ivoire a enregistré plusieurs investissements dans le secteur extractif ces dernières années, augmentant la contribution du secteur à l'économie. Les recettes extractives ont atteint ainsi 372 milliards FCFA (environ 595 millions $) en 2023, selon les données du ministère.
Notons qu'en novembre 2023, la Côte d'Ivoire a lancé le projet « Transition Bas Carbone » visant à renforcer l'engagement climatique de la Côte d'Ivoire et réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES).

BOURSE DE PARIS

Les investisseurs enjambent la crise politique

La Bourse de Paris évolue en terrain positif mercredi, à quelques heures du vote de la motion de censure promise par la gauche et l'extrême droite, qui peut faire tomber le gouvernement Barnier.

L'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, prenait 0,39% vers 09H40, soit 28,55 points pour s'établir à 7.283,97 points.
Mardi, il a grappillé 0,26%, malgré les incertitudes politiques. "Un +rebond+ technique", a estimé John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud, "les investisseurs semblant avoir déjà anticipé la chute du gouvernement Barnier".
Le Premier ministre Michel Barnier a été contraint lundi d'engager sa responsabilité sur le budget de la Sécurité sociale, un premier 49.3 synonyme de motion de censure et probablement de chute, puisque la gauche et l'extrême droite ont annoncé qu'ils la voteraient à l'unisson.
La conférence des présidents de groupe à l'Assemblée a fixé à 16H00 l'examen des motions de censure déposées. En joignant leurs voix, la gauche et le Rassemblement national peuvent réunir autour de 330 suffrages, largement au-delà des 288 requis pour faire tomber le gouvernement.
Ainsi, "sauf surprise de dernière minute, la motion de censure devrait être votée. C'est déjà intégré dans les prix des actifs financiers", souligne aussi Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.
"Il est probable que la contre-performance du CAC 40 subsiste sur les premiers mois de 2025, tout comme un écart de +spread+ (taux souverains) important face à l'Allemagne. Néanmoins, on est très loin d'un scénario de crise financière", complète M. Dembik.
Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée par surprise en juin par le président français Emmanuel Macron, le CAC 40 a effacé les gains qu'il avait accumulé depuis le 1er janvier et reste largement à la traîne comparé à ses pairs européens.
Là où le CAC 40 est en repli d'environ 3,5%, l'indice vedette allemand, le Dax, a gonflé de plus de 20% depuis le début de l'année.
Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts français sur dix ans atteignait 2,92% contre 2,90% la veille en clôture. Son équivalent allemand était à 2,07%, contre 2,05% mardi.
Pierre et Vacances "confiant"
Pierre et Vacances-Center Parcs bondissait de plus de 7% à 1,40 euro après avoir présenté un bénéfice net 2023-2024 positif pour "la première fois depuis 13 ans", à 27,5 millions d'euros, et se disant "confiant" pour la suite.

BOURSE DE SÉOUL

Chute de 2% après la brève proclamation de la loi martiale

La Bourse de Séoul a chuté de 2% mercredi, à l'unisson d'un affaiblissement du won, après l'éphémère instauration de la loi martiale en Corée du Sud, tandis qu'ailleurs en Asie, l'intensification des tensions sino-américaines plombait l'humeur des marchés. A la Bourse de Séoul, l'indice composite Kospi a dégringolé de 2% dès l'ouverture. Vers 01H45 GMT, il s'affichait en repli de 1,93% à 2.451,79 points. La plus grosse entreprise du pays, Samsung Electronics, a plongé d'environ 3%, avant là de limiter ses pertes: vers 01H45 GMT, il lâchait 1,12%. De son côté, la monnaie coréenne s'est effondrée de plus de 2,5% face au billet vert dans la nuit, à 1.444,09 wons pour un dollar, au plus bas depuis plus de deux ans. Elle a effacé ses pertes en début d'échanges asiatiques, avant de se stabiliser à 1.414 wons pour un dollar (-0,05%). La Banque de Corée a convoqué mercredi une réunion extraordinaire de son comité de politique monétaire pour "discuter de la situation (...) et des mesures de stabilisation du marché", selon l'agence Yonhap. Le won s'affiche déjà en baisse d'environ 10% cette année face au dollar, devenant l'une des devises les moins performantes d'Asie. La Bourse de Tokyo était dominée par la nervosité: vers 01H45 GMT, l'indice vedette Nikkei reculait de 0,36% à 39.108,83 points, et l'indice composite Topix de 0,46% à 2.741,09 points. La monnaie japonaise, considérée comme une valeur refuge, a initialement profité des inquiétudes sur les troubles politiques en Corée du Sud, grimpant dans la nuit jusqu'à 148,65 yens pour un dollar, au plus haut depuis mi-octobre. Le marché du pétrole était atone: le baril de West Texas Intermediate (WTI) cédait 0,08% à 69,88 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord 0,07% à 73,57 dollars.

L'Europe dans le vert en attendant des indicateurs, Powell et de la censure en France

Les principales Bourses européennes évoluent à la hausse mercredi dans l'attente d'indicateurs qui seront publiés au cours de la séance et du vote des motions de censure en France dans la soirée.
À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,29% à 7.276,41 points vers 08h12 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,37%, tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,56%.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,44%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,34% et le Stoxx 600 croît de 0,13%.
Les investisseurs, qui craignent les conséquences économiques et financières d'une censure du gouvernement de Michel Barnier en France sans tomber dans la panique, devront attendre la fin de la séance à Paris pour connaître les résultats du vote des députés tricolores. Les marchés devraient d'ici là se concentrer sur les différentes données publiées d'un côté et de l'autre de l'Atlantique qui continueront d'alimenter les anticipations de baisse des taux des banques centrales.
La prise de parole de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale américaine (Fed), lors d'une conférence du New York Times sera aussi scrutée avant la décision de la Fed du 18 décembre.
Aux valeurs, Stellantis gagne 2,3% après des informations de presse sur la succession de Carlos Tavares qui ont été démenties par le constructeur automobile.
Casino perd de son côté 3,3% après l'annonce d'un accord sur la cession d'un portefeuille immobilier de 69 actifs au groupe Les Mousquetaires.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 04 Décembre 2024
Valeur : 06 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.6274	133.6424
1	EUR	EURO	140.4157	140.4448
1	GBP	POUND STERLING	169.5564	169.6400
100	JPY	JAPANESE YEN	88.7713	88.7871
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3741	18.3812
1	CHF	SWISS FRANC	150.7189	150.7528
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.9935	95.0245
1	DKK	DANISH KRONE	18.8324	18.8353
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1333	12.1377
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0858	12.0927
1	AED	UAE DIRHAM	36.3790	36.3871
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5591	35.5668
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.4194	434.6094
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0588	42.4815
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3654	13.3669
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2698	27.4093
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3491	3.3595
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.6464	175.6464

Wall Street dans le désordre avant le rapport sur l'emploi

Les marchés actions américains ont clôturé sans direction claire. Sur le front des statistiques, le rapport Jolts sur les ouvertures de postes en octobre a confirmé la solidité de l'économie américaine. Il sera suivi par l'enquête ADP sur l'emploi privé ce mercredi et le rapport officiel sur l'emploi vendredi. Côté valeurs, Honeywell a fini dans le rouge après l'annonce de la révision à la baisse de ses prévisions financières 2024. Le Dow Jones s'est replié de 0,17% à 44705 points tandis que le Nasdaq a progressé de 0,40% à 19480 points.
Honeywell (-1,30% à 226,96 dollars) a reculé après l'annonce hier de la révision à la baisse de ses prévisions financières pour l'année 2024. Le groupe américain a abaissé ses objectifs en prenant en compte les investissements liés à un accord avec Bombardier, leader mondial de l'aviation et constructeur d'avions d'affaires. Il s'agit d'un accord stratégique qui concerne la fourniture des technologies de pointe pour les avions actuels et futurs de Bombardier dans les domaines de l'avionique, de la propulsion et des technologies de communication par satellite.

Les chiffres économiques du jour

Le rapport JOLTS du Département américain au Travail a fait ressortir 7,744 millions d'ouvertures de postes en octobre, le consensus étant de 7,51 millions. Un mois plus tôt, ces ouvertures de postes étaient au nombre de 7,372 millions, chiffre révisé de 7,443 millions.

Les valeurs à suivre

BlackRock
BlackRock se renforce dans le domaine du private equity après avoir fait part du rachat du spécialiste du crédit privé HPS Investment pour environ 12 milliards de dollars dans le cadre d'une transaction entièrement en actions. HPS gère 148 milliards de dollars d'actifs clients. La finalisation du deal est attendue mi-2025, sous réserve des approbations usuelles.

General Motors
General Motors a conclu un accord non contraignant pour vendre sa participation dans l'usine de cellules de batterie Ultium Cells LLC à Lansing, dans le Michigan, à son partenaire coréen LG Energy Solution. La transaction devrait être conclue au premier trimestre 2025, sous réserve des conditions de clôture habituelles. GM espère récupérer son investissement dans l'usine, presque terminée, et la transaction ne modifie pas sa participation dans la coentreprise Ultium Cells LLC.

Honeywell
Honeywell a revu à la baisse ses prévisions financières pour 2024, en prenant en compte les investissements liés à un accord avec Bombardier. Cet accord concerne la fourniture des technologies de pointe pour les avions Bombardier actuels et futurs dans les domaines de l'avionique, de la propulsion et des technologies de communication par satellite. Le bénéfice ajusté par action de Honeywell devrait être compris entre 9,68 et 9,78 dollars contre entre 10,15 et 10,25 dollars.

Microchip
Le fabricant américain de puces Microchip cible désormais des revenus proches du bas de sa fourchette d'objectifs de 1,025 à 1,095 milliard de dollars. Les "importantes commandes nécessaires pour atteindre le point médian" de cette fourchette ne se sont pas matérialisées, a expliqué le PDG, Steve Sanghi.

Tesla
Le PDG de Tesla Elon Musk ne pourra toujours pas toucher la rémunération de 56 milliards de dollars qui lui a été attribuée en juin par le vote des actionnaires du constructeur américain de véhicules électriques.
La juge Kathaleen McCormick du Delaware a réitéré sa décision de janvier et a de nouveau annulé cette rémunération qualifiée d'excessive et négociée par des administrateurs semblant redevables au milliardaire.
Le titre est attendu en baisse en pré-marché à Wall Street.

CROISSANCE, DÉFICIT

L'OCDE noircit ses prévisions 2025

L'OCDE a révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB à 0,9% en 2025, contre 1,2% auparavant. Côté déficit, il pourrait s'établir à 5,5% l'année prochaine, au lieu des 5% prévus par le gouvernement.

Jusqu'au dernier moment, les mauvaises nouvelles vont continuer de pleuvoir sur le gouvernement Barnier. À quelques heures du vote crucial sur la motion de censure à l'Assemblée nationale, l'OCDE a dégradé ses prévisions de croissance pour l'économie tricolore en 2025. Elle est désormais attendue à 0,9%, contre 1,2% auparavant. Cette révision s'explique en raison « du moindre acquis de croissance et des contraintes limitant la dépense publique », explique l'organisation dans ses dernières perspectives dévoilées ce mercredi 4 décembre.

Pour rappel, l'exécutif tablait toujours sur une croissance à 1,1% dans le projet de loi de fin de gestion (PLFG) adopté en Commission mixte paritaire mardi 3 décembre. Ce coup de boutoir vient confirmer les sombres perspectives anticipées par l'OFCE et les mises en garde du Haut Conseil des finances publiques (HCFP) sur l'économie tricolore. Plongés dans un épais brouillard depuis la dissolution, les entreprises et les ménages tricolores restent attentistes.

La situation politique confuse risque encore de peser sur l'activité en fin d'année 2024 et au début de l'année prochaine. Du côté de la zone euro, la croissance du PIB pourrait accélérer de 1,3% 2025, contre 0,8% en 2024. Empêtrée dans la stagnation (0%) en 2024, l'Allemagne devrait légèrement rebondir en 2025 (+0,8%).

Un déficit à 5,5% en 2025

Sur le front des finances publiques, l'OCDE désavoue également les prévisions du gouvernement. Les économistes tablent sur un déficit de 5,5% en 2025 après 6,1% en 2024. De son côté, Bercy anticipe un déficit à 5% en 2025 comptant sur les économies de 60 milliards d'euros. L'exécutif avait présenté un plan d'économies réparti en 40 milliards d'euros de baisse de la dépense et 20 milliards d'euros de hausse de la fiscalité. Mais l'OCDE n'a pas retenu cette répartition, à l'instar du Haut Conseil des finances publiques (HCFP) présidé par Pierre Moscovici.

Les économistes retiennent plutôt une hausse des prélèvements de 40 milliards d'euros et une diminution de la dépense de 20 milliards d'euros. « Certaines mesures n'ont toujours pas été complètement précisées, notamment le détail des réductions des dépenses des collectivités locales », pointent les experts.

À Bercy, Antoine Armand et Laurent Saint-Martin avaient évoqué un effort de 5 milliards d'euros réclamés aux collectivités, tout en laissant des marges de manœuvre au Parlement. Mais les discussions ont finalement viré au bras de fer entre l'exécutif et les parlementaires des deux chambres. En conséquence, les économies espérées étaient loin du compte.

Dans leur rapport, l'OCDE a également évoqué les tensions financières depuis l'annonce fracassante de la dissolution en juin.

« L'écart de taux souverain entre la France et l'Allemagne, stable à 50 points de base ces derniers mois, a augmenté pour atteindre 70-80 points de base ».

Dans ses scénarios, l'institution considère que « si le budget n'était pas adopté, l'incertitude politique pénaliserait la reprise ». Une croissance et une inflation moins importantes qu'anticipé pourraient, en outre, engendrer de moindres recettes fiscales. Ce qui pourrait « mettre en péril la capacité du gouvernement à atteindre son objectif de déficit de 5 % ».

Remontée du chômage en vue

Sur le front de l'emploi, les nuages s'accumulent également. L'OCDE prévoit une hausse du taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT) à 7,7% de la population active, contre 7,3% en 2024. Le ralentissement de l'économie et les restrictions budgétaires ont plombé les perspectives d'embauches des entreprises dans l'Hexagone. De Michelin à Auchan en passant par Valeo, de grands groupes ont annoncé ces dernières semaines des coupes sévères dans leurs effectifs. Ces saignées devraient se traduire l'année prochaine dans les statistiques du chômage.

LOI MARTIALE EN CORÉE DU SUD

Les marchés financiers déstabilisés

Les autorités sud-coréennes ont promis mercredi d'injecter des « liquidités suffisantes » pour soutenir les marchés financiers, après l'éphémère proclamation de la loi martiale par le président Yoon Suk Yeol.

Après avoir décidé seul de proclamer tard mardi la loi martiale, Yoon Suk Yeol, le président sud-coréen, a rapidement fait marche arrière sous la pression du Parlement.

C'est un conflit autour de l'adoption de son budget au Parlement, où le camp présidentiel est minoritaire, qui semble avoir déclenché cette crise.

Pour justifier sa décision controversée, le chef de l'État, dont la popularité était déjà au plus bas, a incriminé l'opposition de constituer des « forces hostiles à l'État ». Lui qui n'a jamais disposé de la majorité au Parlement depuis son élection de justesse en 2022, a pointé du doigt une « dictature législative » et accusé les élus de l'opposition de bloquer « tous les budgets essentiels aux fonctions premières de la nation ».

Malgré ce rétropédalage, les six partis d'opposition ne semblent pas vouloir en rester là. Ils ont annoncé ce mercredi le dépôt au Parlement d'une motion de destitution contre le président conservateur. Cette motion pourrait être soumise au vote dès vendredi, ont-ils indiqué. Elle devra réunir une majorité des deux tiers pour être adoptée.

BLACK FRIDAY

126 millions d'Américains ont préféré se rendre en magasin

Les Américains se sont davantage rendus physiquement dans un commerce pour acheter lors du « Black Friday », un chiffre en hausse par rapport à 2019.

Les Américains ont été plus nombreux à se rendre en boutique pour le « Black Friday ». 126 millions d'entre eux se sont déplacés physiquement dans un commerce pour faire leurs achats lors des cinq jours de promotions. Un chiffre en hausse de 3,8% par rapport à l'an dernier. Ils ont aussi été plus nombreux qu'en 2019 (124 millions), soit la dernière année avant la pandémie, selon les chiffres publiés mardi par la Fédération nationale du commerce de détail (NRF), qui prend en compte la période entre la fête de Thanksgiving (28 novembre) et le « Cyber Monday », l'équivalent du « Black Friday » sur internet.

C'est le signe d'un retour de l'appétit pour le shopping après les années Covid, a estimé le président de la NRF, Matthew Shay, lors d'un point de presse téléphonique. Comme chaque année, la journée du « Black Friday » avait lieu le lendemain de la fête de Thanksgiving, jour férié aux Etats-Unis.

124 millions d'Américains ont acheté en ligne

Au total, 197 millions de personnes ont ainsi ouvert leur portefeuille. Ce chiffre est légèrement inférieur aux 200,4 millions de l'an dernier, qui constituaient un record, mais il s'agit du second total le plus élevé. Néanmoins, les 124,3 millions de résidents américains ayant réalisé, eux, un achat en ligne durant les cinq jours ont été moins nombreux qu'en 2023 (-7,4%).

Paradoxalement, les consommateurs américains sont moins nombreux à acheter en ligne mais ils dépensent plus, avec un montant de record 10,8 milliards de dollars vendredi à l'occasion du « Black Friday », a annoncé samedi Adobe Analytics. Ce montant total de ventes est supérieur de 10,2% à celui de 2023.

« Franchir la barre des 10 milliards de dollars est une étape importante pour le commerce électronique lors du Black Friday, une journée qui, dans le passé, était davantage tournée vers les achats en magasins », a commenté Vivek Pandya, analyste pour Adobe Digital Insights.

Ça n'est pas cette année l'inflation qui fait mécaniquement grimper le montant total des ventes, mais bien une hausse de la demande, précise Adobe, qui souligne que « les prix du commerce électronique ont chuté de manière consécutive pendant 26 mois (en baisse de 2,9% sur un an en octobre 2024) ».

Sur l'ensemble de la « Cyber Week » ce sont 40,6 milliards de dollars au total qui devraient être dépensés en ligne, en hausse de 7% par rapport à l'année dernière, et représentant 16,9% des ventes de l'ensemble de la période des fêtes, estime Adobe.

BRÉSIL

Croissance de 0,9% au 3e trimestre 2024

Le Brésil a enregistré une croissance de 0,9% au troisième trimestre 2024, légèrement supérieure aux attentes, en raison notamment d'une hausse de la consommation des ménages, selon les données officielles publiées mardi. Le Produit intérieur brut (PIB) n'a pas autant progressé qu'au premier (+1,1%) et au deuxième trimestres (+1,4%), mais le résultat est au-dessus de la médiane des prévisions des institutions financières consultées par le quotidien économique Valor (+0,8%). Ces chiffres publiés par l'institut brésilien de statistiques IBGE confirment le rebond cette année par rapport au deuxième semestre 2023. La progression du PIB s'élève à 4% par rapport au troisième trimestre de l'année dernière. La croissance brésilienne de juillet à septembre a été tirée par les services (+0,9%) et l'industrie (0,6%), qui ont compensé un nouveau recul de l'agriculture (-0,9%), confrontée cet année à des événements climatiques comme la sécheresse dans de nombreuses régions et de terribles inondations en avril et en mai dans le Sud du pays. La consommation des ménages a augmenté de 1,5%, tandis que le taux de chômage a atteint son plus bas niveau depuis 2012 sur la période allant d'août à octobre (6,2%). Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) tablent sur une croissance économique de 3% au Brésil en 2024, contre une moyenne de 2,1% pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

ROYAUME-UNI

EDF va prolonger l'existence de quatre centrales nucléaires

EDF a annoncé mercredi la prolongation du fonctionnement de quatre centrales nucléaires en Grande-Bretagne et son intention d'investir 1,3 milliard de livres sterling (1,5 milliard d'euros) dans son parc britannique entre 2025 et 2027.

Le Royaume-Uni, qui vise la neutralité carbone en 2050, met l'accent sur le développement du nucléaire et le remplacement de ses vieilles centrales.

"Nous ne pourrons pas parvenir à une énergie propre d'ici à 2030 sans le nucléaire, qui fournit un approvisionnement régulier et essentiel en énergie propre produite localement", a déclaré le ministre de la Sécurité énergétique, Ed Miliband, dans un communiqué d'EDF.

L'entreprise a indiqué qu'elle chercherait à prolonger le fonctionnement des centrales de Heysham 2 et Torness pour deux années supplémentaires, jusqu'en mars 2030.

Le fonctionnement des centrales de Hartlepool et Heysham 1 sera prolongé d'une année, jusqu'en mars 2027.

EDF a dit précédemment vouloir allonger la durée d'exploitation de la centrale de Sizewell B de 20 ans, mais aucune décision sur cette question n'est attendue dans l'immédiat, la fermeture du site étant prévue pour 2035.

Au total, l'entreprise a dit que 1,3 milliard de livres sterling seraient investis dans les cinq centrales au cours des trois prochaines années.

JAGUAR TYPE 00

La vie en rose… ou un dernier blues ?

Pour personnifier sa renaissance identitaire, Jaguar présente le concept Type 00. Une appellation qui traduit ce nouveau départ, mais vers quel horizon : l'envol du phénix ou le chant du cygne ?

Jaguar, marque britannique emblématique, révèle la Type 00, une déclaration audacieuse de son engagement à réimaginer l'automobile comme un art. Présentée à la Miami Art Week, ce concept-car incarne le nouveau langage créatif de Jaguar, pompeusement baptisé « Exuberant Modernism », et ouvre la voie à une nouvelle génération de véhicules électriques. Un manifeste qui doit permettre au félin d'outre-Manche de légitimer un retour dans l'univers haut de gamme après une errance malheureuse dans les eaux troubles du segment premium.

Carrosserie : rétrofuturisme

La Type 00 se distingue par un design audacieux défiant les conventions des véhicules électriques… pour se conformer aux codes majeurs du prestige automobile « thermique ». Sa silhouette de shooting brake aux proportions exacerbées mêle un long capot, une ligne de toit fluide et un profil fastback. Les surfaces épurées sont rehaussées par des détails comme les inserts en laiton gravées du « leaper » Jaguar (la silhouette du félin bondissant) sur les ailes avant, les caméras rétractables et des fins bandeaux lumineux qui élargissent la poupe tout en s'intégrant à la « grille d'aération » arrière qui répond, en miroir à la « calandre » pleine.
Avec ses jantes de 23 pouces, son empattement étiré et ses porte-à-faux contrastés – très court à l'avant, très long à l'arrière – la Jaguar Type 00 ne manque pas de présence ni de posture, mais le minimalisme général de son design pêche par un manque de raffinement dans les détails.
Le concept est disponible en deux couleurs : Miami Pink et London Blue. Ces teintes célèbrent à la fois l'héritage britannique de Jaguar et les nuances emblématiques de l'Art Déco de Miami. Amusant, le choix du rose s'érige aussi en clin d'œil à la couleur que prend le laiton – métal couramment utilisé en sculpture – lorsqu'il vieillit.

Habitacle : minimalisme et matériaux nobles

L'habitacle, accessible par des portes papillon, offre une expérience immersive. Trois lignes en laiton traversent l'intérieur, intégrant des panneaux d'instrumentation flottants. Le travertin (fine plaque de pierre), utilisé pour les sièges et la colonne centrale, introduit une palette riche et texturée, tandis que des textiles tissés à la main enveloppent les sièges et les éléments sonores, le tout produit par des artisans britanniques. Les technologies intégrées restent discrètes mais sont bel et bien présentes : telle la coquille d'une huitre, les parties supérieure et inférieure de la planche de bord s'ouvrent pour révéler des écrans (sur le haut) ou un espace de rangement (vers le bas côté passager) tandis qu'un affichage serti à la base du pare-brise sur toute sa largeur permet de visualiser les informations essentielles à tout moment.
La console centrale offre des options de personnalisation sensorielle, allant de l'éclairage aux sons et parfums inspirés de matériaux naturels. En dépit de ses dimensions plus que généreuses, l'habitacle de la Jaguar Type 00 se réserve à deux occupants tout en libérant un bel espace – strié lui aussi - pour des bagages au dos de leurs sièges.

Une expérience sensorielle et artistique unique

Avec son toit vitré harmonisé, reprenant la découpe « en stries » - le fameux motif Strikethrough - et ses innovations sensorielles, la Type 00 prétend pousser l'expérience automobile au-delà de l'esthétique. Le « Prism Case » permet de personnaliser l'ambiance intérieure en manipulant des matériaux comme le laiton ou le travertin. Cette approche artistique se reflète également dans les animations des écrans, conçues avec une technique de « Chiaroscuro » (clair-obscur), où lumière et ombre sculptent des formes tridimensionnelles.

Une vision pour l'avenir de Jaguar

La Type 00 ne se résume donc pas seulement à un concept-car, mais s'érige en déclaration d'intention pour Jaguar. Ce premier pas vers une gamme exclusivement électrique célèbre l'héritage artistique de la marque tout en se projetant dans un avenir moderne et durable. Préfigurant une GT électrique quatre portes prévue en 2025, la Type 00 doit démontrer que Jaguar reste une force créative, prête à redéfinir le luxe et la performance dans l'industrie automobile.

Que faut-il en penser ?

Si Jaguar est bien fidèle au crédo « Copy nothing » de Sir Lyons, le concept Type 00 n'a rien d'innovant en soi. Tout juste ose-t-il s'affranchir des codes esthétiques novateurs et futuristes généralement associés à la voiture électrique pour leur préférer les conventions de la voiture prestigieuse traditionnelle – très long capot horizontal avec une grande distance entre l'axe des roues avant et le montant de pare-brise, essentiellement – et en singeant les proportions de la type E, mâtinées de shooting brake, un genre automobile so British. Las, cette Type 00 ne provoque en rien la pamoison que suscita la Type E à sa sortie et qui ne se dément toujours pas aujourd'hui.
Pour son renouveau, Jaguar a fait le pari très osé de chambouler son identité graphique – logo, typographie, etc. – tout en proposant une voiture conforme aux codes anciens… pour réintégrer un segment du très haut de gamme déjà bien encombré par des concurrents très établis. Peut-être eut-il été plus judicieux de faire l'inverse : moderniser les logos et identifiants visuels sans les révolutionner et dessiner une voiture au look encore jamais vu. L'avenir dira si les têtes pensantes et créatives de Gaydon remporteront la mise ou repartiront bredouille. Mais dans le second cas, l'ambition du phénix cèdera la place au chant du cygne. Quitte ou double avez-vous dit ?

LA GRANDE PURGE

17 produits supprimés par Apple en 2024

Pour l'instant, sur l'année 2024, Apple a retiré le nombre impressionnant de 17 produits de son catalogue.

Il est normal que, dans le cadre de son cycle de mise à jour régulier, Apple supprime chaque année quelques produits de son catalogue. En règle générale, l'entreprise abandonne l'ancien iPad et l'Apple Watch dès l'introduction de la nouvelle génération, et la même règle s'applique à certains MacBook. C'est moins le cas pour les iPhone : actuellement, on peut encore acheter l'iPhone 14 et même l'iPhone 14 Plus chez Apple, même si deux générations leur ont succédé depuis leur sortie. Mais ils finiront, eux aussi, par être retirés du catalogue d'Apple.

iPhone 15 Pro et 15 Pro Max

Sans surprise, Apple a cessé de vendre les modèles Pro de la génération iPhone 15. L'entreprise souhaite que les clients se concentrent sur les nouveaux mobiles phares et qu'ils en achètent beaucoup. Il

serait donc contre-productif de proposer les deux séries d'iPhone Pro en même temps.

iPhone 13

Si Apple retire les modèles Pro du marché au bout d'un an seulement, l'entreprise continue généralement à vendre les modèles d'entrée de gamme pendant deux ou trois ans. Ces modèles plus anciens restent une option moins chère pour ceux qui veulent un iPhone de qualité, mais ne sont pas prêts à dépenser 1 000 euros pour un mobile. Mais il y a des limites, et l'iPhone 13 ne sera pas vendu au-delà de cette année.

Apple Watch série 9

La Series 9 d'Apple Watch a également été abandonnée au bout d'un an, mais c'est le cas de la plupart des montres Apple Series. À part l'Apple Watch Series 3, qui a fait exception à la règle.

Adaptateur Lightning vers prise casque 3,5 mm

Nous avons récemment signalé qu'Apple avait abandonné son dongle controversé : l'adaptateur qui servait à connecter des

écouteurs à un iPhone doté d'un port Lightning, mais dépourvu de port 3,5 mm. Ce point a été largement discuté lors de la sortie de l'iPhone 7, mais les derniers iPhone sont équipés de ports USB-C et la plupart des possesseurs d'iPhone ont des écouteurs sans fil.

Étuis FineWoven

Au bout d'un an seulement, Apple a discrètement mis fin à sa gamme très critiquée d'étuis FineWoven pour iPhone. Ces étuis devaient remplacer les étuis en cuir, que l'entreprise ne vend plus pour des raisons environnementales et éthiques, mais beaucoup d'utilisateurs se sont plaints de leur piètre qualité. Depuis la fin du mois de septembre, on ne trouve plus d'étuis FineWoven pour iPhone sur l'Apple Store. Seul le portefeuille FineWoven est toujours en vente. On ne sait pas très bien pourquoi celui-ci a échappé à la purge,

mais peut-être que, en termes de durabilité, on attend moins d'un étui pour cartes de crédit que d'un étui pour iPhone.

MacBook Air (M1)

Comme d'habitude, la présentation par Apple de deux nouveaux modèles de MacBook Air équipés du processeur M3, a été suivie par une réorganisation du portefeuille de produits. En particulier, le MacBook Air (M1) a disparu du catalogue. Certains en ont été attristés : non seulement, le M1 était l'un des premiers produits Apple Silicon qui annonçait une nouvelle ère sur le marché des ordinateurs, mais c'était également le dernier MacBook Air avec ce design cunéiforme emblématique créé par Jony Ive et présenté par Steve Jobs en 2008.

MacBook Pro (M3/M3 Pro/M3 Max)

Fin octobre, Apple a mis à jour le MacBook Pro avec la nouvelle puce M4, et les modèles M3 ont été retirés de l'Apple Store. Mais le M3 Pro est toujours disponible ailleurs, comme on peut le voir ci-dessous.

Mac mini (M2/M2 Pro)

Avec l'introduction du nouveau Mac mini équipé de la puce M4, Apple a pu abandonner la version M2 précédente. Mais on trouve encore ce modèle chez d'autres fournisseurs. Néanmoins, la configuration d'entrée de gamme du Mac mini M4 est tellement attrayante que nous recommandons plutôt de choisir le nouveau modèle.

iMac (M3)

Après la mise à jour en M4, et un an à peine après sa commercialisation, l'iMac M3 a aussi disparu du catalogue et du store d'Apple. Mais on peut encore en trouver chez d'autres revendeurs.

Accessoires Magic en Lightning

Outre les nouvelles puces, la plus grande innovation Mac de l'automne 2024 concerne les périphériques : Apple a retiré de sa gamme la Magic Mouse, le Magic Keyboard et le Magic Trackpad compatibles Lightning pour les remplacer par des versions USB-C. Curieusement, le constructeur n'a pas profité de l'occasion pour modifier le mode de chargement excentrique de la Magic Mouse. Paresse ou génie ?

AirPods 2 et 3/AirPods Max avec Lightning

Avec l'introduction de deux versions d'AirPods 4, les anciens AirPods 2 et AirPods 3 ont perdu leur raison d'être, et Apple ne vend plus ces écouteurs, ni, d'ailleurs, d'AirPods Max avec un port Lightning.

iPad (9e Génération)

Au printemps dernier, lors de la présentation de l'iPad Pro M4 et l'iPad Air M2, Apple a supprimé l'iPad de 9e Génération de sa gamme. Depuis, l'iPad de 10e Génération représente l'offre d'entrée de gamme, parfaite pour les étudiants ou les personnes disposant d'un budget limité.

iPad mini (6e Génération)

L'iPad mini 6 a aussi disparu de l'Apple Store. Après le lancement de l'iPad mini 7 avec un A17 Pro, 8 Go de RAM, un stockage doublé et la prise en charge de l'Apple Intelligence, ce n'est pas vraiment une surprise. Le modèle de 6e Génération, lancé en 2021, risquait de toute façon de faire long feu…

SuperDrive

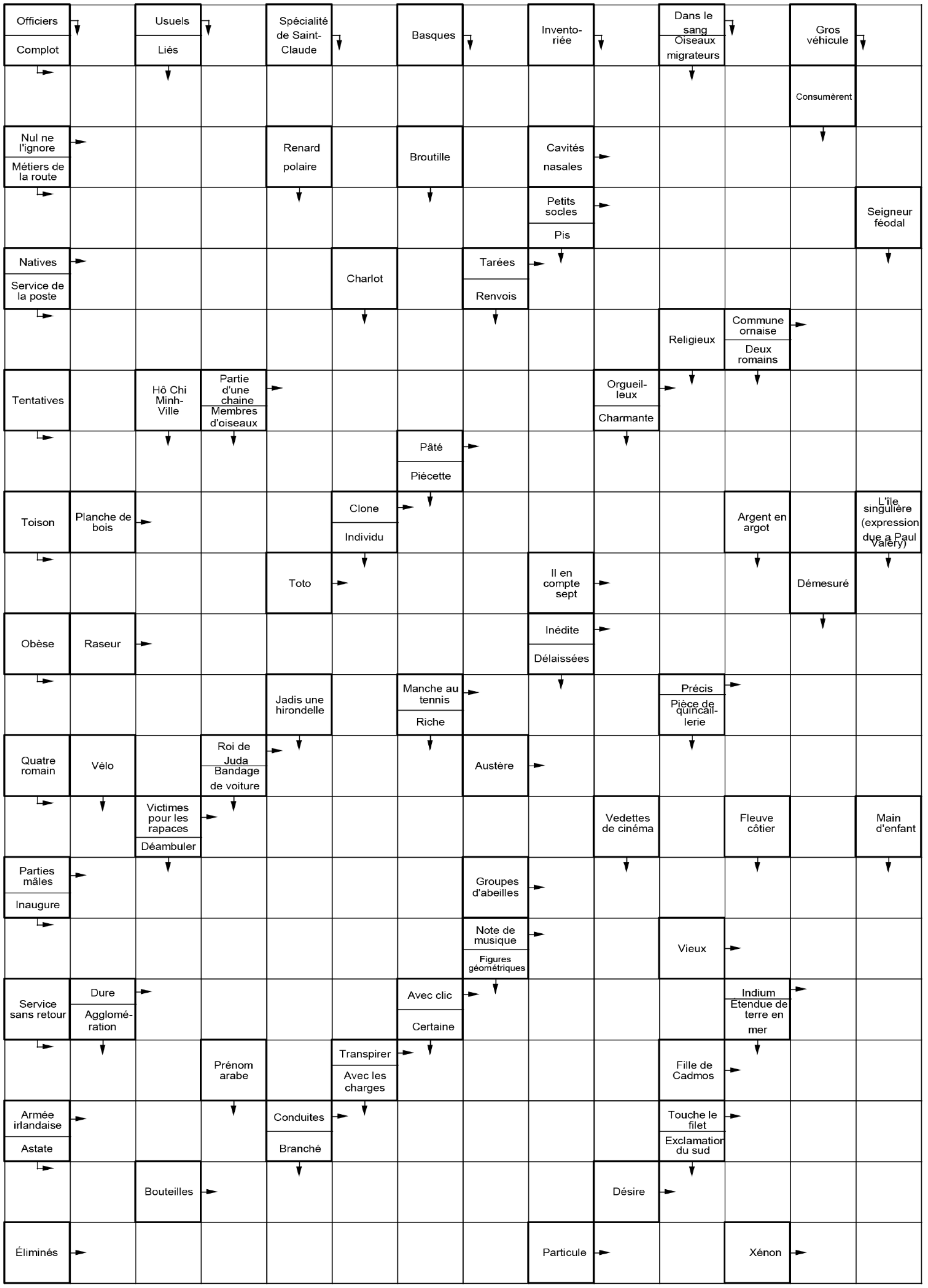
Pas de honte à avoir pour ceux qui ne connaissent pas le graveur de DVD SuperDrive d'Apple. Car son temps est définitivement révolu : même les fichiers les plus volumineux (pour un usage person-

nel, en tout cas) sont désormais stockés dans le cloud. Pour ceux qui veulent absolument sauvegarder quelque chose sur un support physique, les clés USB sont un meilleur choix qu'un graveur de DVD. Cela fait des années qu'Apple a abandonné le lecteur de CD/DVD. Le dernier Mac doté d'un lecteur de ce type est le MacBook Pro sorti en 2012, qu'Apple a vendu jusqu'en 2016. Mais le SuperDrive a tenu jusqu'en 2024.

AirPods Max avec connecteur Lightning

Cet automne, les AirPods Max ont connu le même sort que les accessoires Magic, avec la disparition du connecteur Lightning au profit de l'USB-C, de plus en plus omniprésent. Apple a résisté aussi longtemps que possible, mais a finalement abandonné le combat l'année dernière et a équipé l'iPhone 15 d'un connecteur USB-C. L'iPhone SE de 2022 est désormais le dernier produit Apple à disposer encore d'un port Lightning.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 5 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent se rapproche des 74 dollars

Les cours du pétrole sont stables mercredi, conservant leurs gains de la veille, avant la réunion jeudi de l'Opep+ pour décider de la stratégie de production pour les mois à venir. Les prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prend 0,24% à 73,80 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, gagne 0,16%, à 70,05 dollars. Les cours du pétrole ont pris près de 2,5% mardi, aidés, essentiellement, par le regain de tensions au Moyen-Orient. La réunion jeudi de l'Opep+, qui doit décider de sa politique de production dans les mois à venir, est également très attendue par le marché.

DISTINCTION DES ÉLITES SPORTIVES NATIONALES MILITAIRES

Le président de la République préside la cérémonie

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi, au Palais du Peuple (Alger) la cérémonie de distinction des élites sportives nationales militaires qui ont participé aux Jeux africains militaires à Abuja (Nigeria). La cérémonie a débuté par l'exécution de l'hymne national, suivie d'une allocution prononcée, à cette occasion, par le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Cette cérémonie de distinction se tient en présence des hauts responsables de l'Etat, de membres du Gouvernement et de cadres supérieurs de l'Etat. A son arrivée au Palais du Peuple, le président de la République a été accueilli par le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, le Commandant de la Garde Républicaine, le Général d'Armée Ben Ali Ben Ali, ainsi que les Commandants des Forces de l'Armée nationale populaire et le Commandant de la 1ère Région militaire. Le président de la République avait félicité ces élites sportives suite à la deuxième place qu'elles ont décrochée au niveau africain avec 96 médailles, dont 53 en or. "Un résultat qui reflète le haut niveau et le professionnalisme de notre élite militaire, ainsi que le niveau de la formation dont bénéficient tous les membres de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, dans les différentes armes", avait écrit le président de la République dans son message de félicitations.

MDN

Saisie de plus de 19 quintaux de kif traité aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de 19 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 43 narcotrafiquants ont été interceptés lors d'opérations distinctes menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la période allant du 27 novembre au 3 décembre, indique hier un bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale (MDN).
«Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 27 novembre au 3 décembre 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, «des détachements de l'ANP ont arrêté 10 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations à travers le territoire national», relève le MDN. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP «ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 43 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 19 quintaux et 36 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc», ajoute-t-on. Dans le même contexte, les services de sécurité de l'ANP "ont saisi, en coordination avec les services des Douanes, à Tlemcen en 2ème Région militaire, 50,212 kilogrammes de Cocaïne, alors que 471858 comprimés psychotropes ont été saisis, lors de différentes opérations à travers le territoire national".

CONSEIL DE LA NATION

Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, a indiqué mercredi un communiqué de l'institution parlementaire. Les questions orales concernent les secteurs de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, des Travaux publics et des Infrastructures de base, et de la Santé. (APS) 58851/162/253 APS 041239 ALG Dec 24 npnp21ndnd

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

L'agriculture saharienne : une réalité contrastée

A la faveur d'un voyage d'exploration, d'observation et d'évaluation de certaines expériences, organisé par une entreprise de machinisme agricole (MotorEst, sise à Constantine) au profit d'investisseurs, d'experts, d'universitaires, d'instituts de recherche et de fabricants internationaux d'équipements agricoles, l'opportunité de rédiger cette chronique sur l'agriculture saharienne s'est imposée à nous.
Après les succès enregistrés dans l'agriculture saharienne aux portes du désert, particulièrement Biskra et El Oued, celle-ci s'étend maintenant au grand Sud. Les différences entre les deux régions sont significatives tant par les cultures pratiquées que par les conditions d'exploitation. Si les Wilayas de Biskra, de Ouargla et d'El Oued ont brillé par leurs performances dans les cultures maraîchères, celles du Grand Sud (Menea, Timimoun, Adrar, …) accueillent des cultures stratégiques comme les céréales (blés, maïs), la tomate industrielle, la betterave sucrière, et aussi les fourrages destinés à l'alimentation animale (luzerne, ensilage du maïs). Il faut ajouter aussi que l'utilisation des eaux souterraines n'est pas la même. Au grand Sud, nous sommes sur le grand réservoir terminal de l'Albien.
Donc, l'agriculture saharienne est une réalité, ceci n'est pas une nouveauté puisque on a commencé l'exploitation des sols et de l'eau du Sud dans les années 70 avec les exploitations de la tomate dans la région du Sud Ouest (périmètre d'Abadla) et dans les années 80 avec les fermes céréalières expérimentales, avec la coopération américaine, dans le périmètre de Gassi Touil (au sud de Hassi Messaoud). Ces expériences, qui ont été le fait d'opérateurs publics, ont complètement disparues aujourd'hui, ou en totale reconfiguration.
Aujourd'hui, la mise en valeur des périmètres s'accélère et nous assistons à des opérations de grandes envergures conduites par des investisseurs algériens, publics et privés, des sociétés comme les entreprises publiques (Sonatrach, Cosider, Madar. OAIC…) et Cevital (Betterave sucrière)..., et d'autres internationaux à l'instar de Baladna (Qatar, lait), de société italienne (blé dur et pates alimentaires), des opérateurs turcs (céréales) et de nombreuses exploitations privées sont aussi présentes dans ces périmètres. Il s'agit des modèle d'exploitation de type Corporate « Firme agricole », loin des exploitations paysannes ; en fait une agriculture sans paysans.
Aujourd'hui, la contribution de l'agriculture saharienne à la production nationale agricole est d'environ 25%. Les rendements sont, de l'avis des exploitants, excellents et la rentabilité financière des exploitations est suffisante. A titre d'exemple, le rendement moyen à l'ha de blé dur est autour de 65-70 quintaux. Une nouvelle culture a été testée, la Triticale », et les résultats sont probants de l'avis des cultivateurs. Cette culture est considérée comme une culture fourragère, mais les cultivateurs nous ont parlé d'une expérience réalisée dans une ville du Sud consistant à mélanger la Triticale à 40% avec la farine panifiable pour fabriquer un pain de grande qualité insistent-ils. Les rendements sont très élevés, la culture moins coûteuse et plus résistante aux conditions climatiques. Voilà, peut être une voie pour sortir du tout blé tendre dont notre pays importe plus de 70% des besoins et dont les rendements au Nord sont très faibles.
Ces performances économiques et financières sont portées par des investissements lourds en matériels agricoles (aucun soutien de l'Etat), par des coûts de l'énergie (généreusement subventionnée) par des coûts d'irrigation (forages et systèmes de pivots, correctement soutenus) et par des coûts des fertilisants, jugés encore excessifs si l'on intègre les coûts de transport.
Tout compte fait, l'exploitation des terres sahariennes est une réalité économiquement viable, cependant, il y a quelques réserves sur sa durabilité. Le pompage de l'eau sans contrôle risque d'avoir des impacts sur la nappe, même si les réserves sont immenses (Autour de 60.000 Mds de m3 sur les trois pays : Algérie, Tunisie et Libye, dont 70% en Algérie). Le renouvellement se fait autour de 1 à 2%, alors que les volumes puisés ne sont pas connus avec précision mais certainement en forte croissance si l'on tient compte des nouveaux périmètres en projet. Ce réservoir n'est pas exempt des risques géologiques à terme. Il serait d'ores et déjà nécessaire de mettre en place des systèmes de régulation et de surveillance pour préserver une ressources peu renouvelable et surtout la protéger des risques de nature écologique et/ou géologique, comme la salinité, la pollution par des infiltrations des produits chimiques par l'effet des lessivages induits par une irrigation abondante.
En raison du volume des investissements déjà en place et ceux en cours d'installation, il devient urgent d'organiser le système production agricole saharien en mettant en place des systèmes de régulation, des incitations pour une irrigation rationnelle. Deux actions seraient souhaitables, la première en direction des technologies d'exploitation (système productif, système d'irrigation, protection écologique, …) la seconde va plutôt vers une réglementation plus stricte sur l'usage des principales ressources mises en œuvre (l'eau et le sol). L'énergie la plus utilisée dans ce nouveau système productif agricole demeure encore les carburants ; coupler ce nouveau système avec l'énergie solaire serait un atout supplémentaire pour sa durabilité et même pour sa performance économique.
Aussi, il est d'une importance capitale de s'intéresser de manière sérieuse aux semences dans toutes les filières agricoles y compris la filière animale.
Au final, un modèle réussi au plan économique et financier appelle à une fiscalité appropriée si l'on veut maintenir les subventions accordées aujourd'hui alors que le Trésor public ne reçoit aucune contrepartie fiscale. La progressivité, par opposition à la brutalité, doit être la règle dans les démarches de l'action publique dans ce domaine et sur ces territoires.